

T2137 - 368 - 4,00 f

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel: 805 34 08
ccp publico
1128915 paris

N° 368 JEUDI 25 SEPTEMBRE 4,00 F

hebdomadaire

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)



Electoralisme :

UN CIRQUE

EN CAMPAGNE

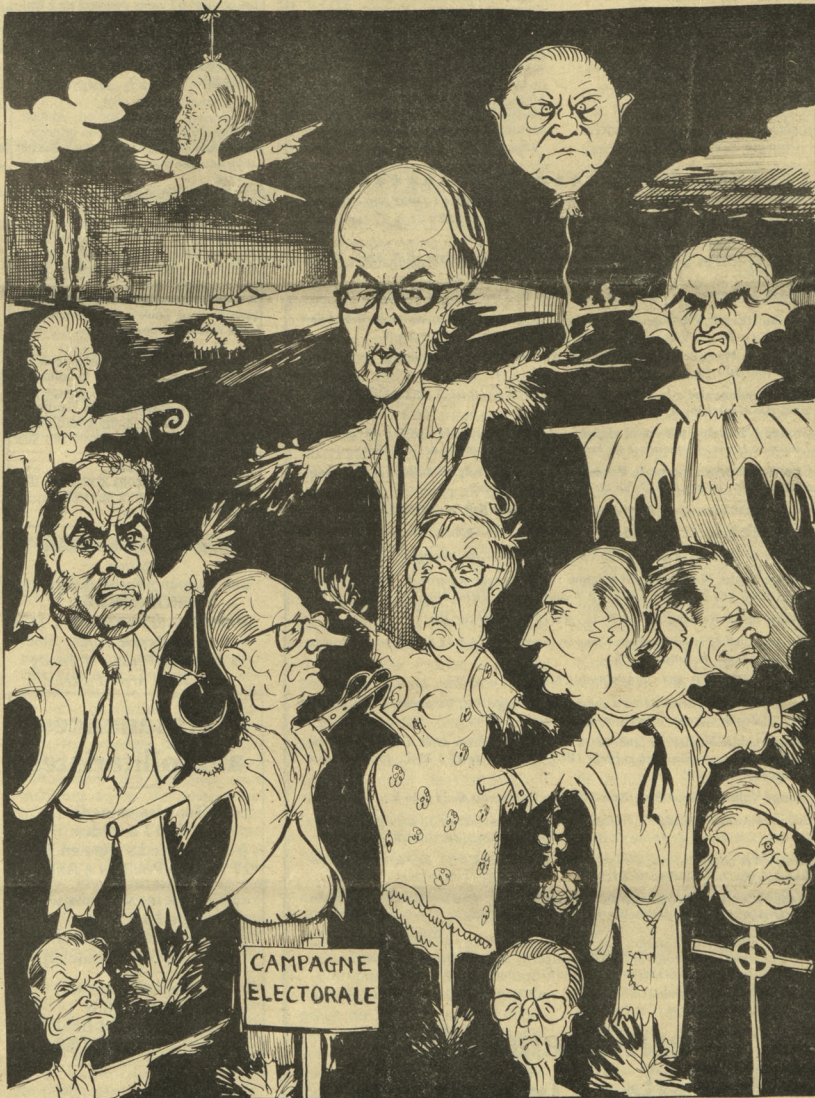
Editorial

C' EST parti ! Cet avant-dernier dimanche. Ils s'y sont presque tous mis. Le « seul anti-Giscard » (vous savez, ce « seul candidat vraiment de droite »), également celui d'une certaine gauche « traîtresse à la Cause » et celui du centre-tirant-à-droite et d'autres encore, sans compter ceux à venir : la foire aux bests électorale a démarré. Bien — allions-nous distraitement rédiger ! ce qui eût été une joyeuse boutade, dans le sens de la dérision. Campagne électorale... ceci nous fait songer à l'origine de ce carnaval. Campagne, en un certain sens, c'est tout de même franc : c'est un terme de guerre. Entre eux. « Si l'on vous dérange... ». Ce peut-être également champêtre, ou plutôt pastoral : mener paître les moutons en troupeau... Panurge, ce malchanceux, illustre presque trop bien l'image.

Il nous faut sans doute faire un cocktail de ces deux sens. A la fois guerriers et meneurs de cheptels, cette chance offerte aux politiciens de tout poil — pour des bergers, c'est drôle ça ! — est effectivement, pour eux, considérable : régner, on ne peut plus légalement de surcroît, selon les règles de Reine Démocratie ; être promu bergers (allemands ?)... Evêque, quoi ! La crosse et la bannière, enfin, meneurs d'hommes, décisionnels et tout, pratiquement irrévocables, surtout pas contrôlables. Comment leur en vouloir de se passionner pour cela ! Comment ? Là se pose justement notre problème, et en termes concrets.

Il est faux, cédant à la mode de l'originalité à tout prix, de croire que le vieux (il est vrai) slogan *élections, piège à cons* est désuet. On peut, c'est sûr, en améliorer la tournure dans un souci de délicatesse, pour son voisin, rejoignant peut-être en cela la démagogie dénoncée... Mais cela suffit-il ? Une idéologie, la nôtre en l'occurrence, antiparlementaire, se doit surtout d'être mise en pratique et à quelque échelon que l'on puisse ce faire. A chacun de nous, déjà, et à tous ensemble de voir où et comment — s'en référant aux pratiques de nombreux (ses) camarades, appliquer les principes d'action directe (l'action, la revendication, de toute nature, pas forcément le bris de vitres..., sans toute médiation dont on puisse se passer), le mandatement le plus précis possible, et surtout la prise de décisions en commun, c'est-à-dire par tous les intéressés tant que cela est possible. Rien à voir, on le voit, avec le chèque en blanc éhonté attribué au plus rusé, au plus séducteur, au plus démagogue. La gestion directe (ou autogestion) n'est rien d'autre que l'antinomie la plus totale du parlementarisme, que nous condamnons, rappelant en cela que la démocratie n'est jamais (au « mieux ») autre que parlementaire. La gestion directe, expression, elle, claire, est la gestion effective de tout ce que les « administrés » peuvent eux-mêmes gérer, selon leurs moyens, selon leurs désirs, l'auto-administration donc, gardant de toute façon le contrôle et la possibilité réelle et efficace, par les moyens suscités, d'exprimer leur désaccord, toujours et en tout lieu. On est loin de la pratique parlementaire.

Alors, rire de ces clowns tristes (comme tout le monde, d'ailleurs), puis dénoncer ? Oui. Faire propagande contre l'électoralisme ? Oui. Mais surtout, par notre pratique, où que nous le puissions : sur le lieu d'habitation, et la rue, et le quartier..., sur le lieu de travail, l'école, ou l'organisation quelle qu'elle soit..., nous attacher à faire appliquer ces principes qui — n'en déplaisent aux idéalistes — ne préexistent pas à l'humanité, mais sont issus d'une pratique des peuples confrontés justement à ces problèmes de délégations-privileges, d'élitisme, de laisser-faire et de laisser-pour-compte. Gueuler, c'est sûr, et fort ! Mais agir aussi et surtout !



8 octobre — 20 h 30 — Porte de Pantin : gala de soutien au Monde Libertaire avec Lavilliers

F.P. 2520

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AISNES : ANIZY-LE-CHATEAU
 ALLIER : MOULINS
 ARDECHE : AUBENAS
 AUBE : TROYES
 B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX
 DOUBS : BESANCON
 Eure : EVREUX
 GARD : GROUPE DEPARTEMENTAL
 GIRONDE : BORDEAUX-CADILLAC
 HERAULT : BEZIERS - MONTPELLIER
 ILLE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS
 LOIRE : ST. ETIENNE
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MOSELLE : METZ
 NORD : LILLE-VALENCIENNES
 OISE : CREIL
 ORNE : LA FERTÉ-MACÉ - FLERS
 PYRÉNÉES-ATLANT QUES : BAYONNE
 - BIARRITZ
 HT-RHIN : MULHOUSE
 RHONE : LYON
 LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
 MANCHE : CHEBROURG
 LOT-ET-GARONNE : AGEN
 SEINE-MARITIME : LE HAVRE
 SOMME : AMIENS
 VAR : RÉGION TOULONNAISE
 VENDÉE : GROUPE LIBERTAIRE VEN-
 DÉEN
 HTE-VIENNE : LIMOGES
 YONNE : FÉDÉRATION DÉPARTE-
 MENTALE
 BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

RÉGION

PARISIENNE
 PARIS : 11 groupes répartis dans les
 arrondissements suivants : 2°, 5°, 6°
 7°, 10°, 11°, 13°, 14°, 15°, 16°, 18°, 19°,
 20°.
BANLIEUE SUD
 - FRESNES-ANTONY
 - MASSY-PALAISEAU
 - ORSAY-BURES
 - RIS-ORANGIS
 - DRAVEIL
 - THIAIS, CHOISY
 - MASSY
 - VILLEJUIF
 - MONTROUGE

BANLIEUE EST

- GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE,
 CHELLES
 - MONTREUIL, ROSNY

BANLIEUE OUEST

- NANTERRE, RUEIL
 - VERNEUIL, LES MUREAUX

BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE-LA-GARENNE,
 ST. OUEN
 - DOMONT
 - ARGENTEUIL, COLOMBES
 - SEVRAN, BONDY

LIAISONS

Izère, Metz, Saintes, Tho-
 non-les-Bains, Marenes-Oléron, Salon,
 Ardennes, Soissons, Vierzon, Bégard,
 Cóncarneau, Brest, Cannes, Laon,
 Laval, Le Mans, Parthenay, Le Vi-
 gan, St. Sever, Vendôme, Toulouse,
 Blois, St. Briec, Bas-Rhin, Nord Seine-
 et-Marne, Maule, La Roche-sur-Yon,
 Montauban, Poitiers, Nord de la Hte-
 Vienne, Epinal, Noyon, Florac, Ajaccio,
 le Puy, Angoulême, Hénin-Beaumont
 Valence, Hyères, La Seyne-sur-Mer.

LIAISONS PROFESSIONNELLES

- LIAISON DES POSTIERS
 - LIAISON DES CHEMINOTS
 - LIAISON DU LIVRE
 - CERCLE INTER-BANQUES

Groupe départemental du Gard : écrire à CGES, B.P. 3044 - 30002 Nîmes-Cédex
 Groupe de Troyes : les 1° et 3° mardis de chaque mois, de 19 à 21 h, 17 rue Char-
 les Gros (1° porte à gauche)

Groupe de Tours : Pour tous contacts, écrire à Claude Garcera, B.P. 2141, 37021
 Tours-Cédex

Groupe de Rennes : le mardi soir à partir de 20 h à la MJC La Paillette

Groupe Libertaire d'Angers (E. Reclus) : tous les mercredis de 17 à 19 h, à la
 librairie La Tête en Bas, 17 rue des Poëliers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3 rue de la Fontaine de Caylus,
 13002 Marseille.

Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h, au local du Cercle Jean Ros-
 tand, rue Montebello à Toulon

Groupe L'Entraide (Havre et région) : dans les locaux du C.E.S., 16 rue Jules
 Téliier au Havre, permanence les lundis, mercredis, samedis de 18 à 19 h

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 20 h, et le samedi
 de 14 à 18 h., en son local 7 rue du Muguet à Bordeaux

Groupe d'Amiens : peut être contacté en écrivant à B.P. 7 - 80330 Longueau

Groupe d'Evreux : Cercle d'Etudes Sociales B.P. 237 - 27002 Evreux-Cédex

Groupe de Rouen : le samedi de 15 à 17 h., rue du Gros-Horloge

Groupe Nestor Makhno de St Etienne : tous les jeudis à partir de 19 h., au local
 15 bis CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St. Etienne

Groupe libertaire vendéen : B.P. 12 - 85170 Le Poiré-sur-Vie

Groupe Soleil Noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h., 26 rue de Branne
 à Cadillac (salle de l'ancien CES)

Liaison Blois : B.P. 803 - 41008 Blois-Cédex

Groupe Eugène Varlin : Petite salle du Patronage laïc, 72 avenue Félix Faure,
 (15°), métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20 h

Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h., le mercredi de 16 à 19 h. (en même
 temps que la permanence du collectif IVC), le samedi de 17 à 19 h., 10 rue Robert
 Planquette, Paris 18°

Groupe Voline : 26 rue Piat, Paris 20°, tous les samedis de 14 à 16 h

Groupe Fresnes-Antony : mercredi de 14 à 19 h, samedi de 10 à 19 h, dimanche
 de 10 à 13 h, 34 rue de Fresnes à Antony, métro Antony (tél. 668-48-58)

Groupe d'Argenteuil : tous les samedis de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carême Pre-
 nant à Argenteuil (au fond de la cour)

Groupe libertaire Sevrans-Bondy : adresse postale : Cercle d'Etudes Libertaires
 Centre Alfa de Bondy, 3 allée des Pensées - 93140 Bondy

Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h, à leur table de vente
 sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h, au local « salle commu-
 nautaire du moulin de Paris », 02000 Merlieux, (tél. (23) 80-17-09).

Groupe des Ulis : permanence à la MJC des Ulis, tous les 2° et 4° jeudis de chaque
 mois, de 20 h 30 à 22 h.

**Permanence des
 Relations Intérieures
 tous les samedis
 de 14 à 17 h.
 3 rue Ternaux Paris 11°**

COMMUNIQUÉS

Le groupe libertaire de Marseille change
 d'adresse. On peut d'ores et déjà
 le joindre au 3, rue de la Fontaine de
 Caylus, 13002 Marseille (dans le Panier).
 Ses permanences reprendront dès la
 parution de ce communiqué, le samedi
 de 14 à 17 h.

Le groupe de Sevrans-Bondy rappelle
 qu'il tient régulièrement deux ventes
 militantes :

- au marché d'Aulnay, tous les di-
 manches matin de 10 h à 12 h ;
 - à la Gare du Nord, face aux gui-
 chets du parking, vendredi soir de 17 h 30
 à 19 h.
 Tous les sympathisants libertaires, ainsi
 que les personnes intéressées par le
 gala, peuvent nous demander, à ces
 deux endroits, des billets d'entrée.

Un groupe se constitue aux Ulis. Que
 ceux qui veulent lutter pour l'anarchisme
 prennent contact par l'intermédiaire
 des R.I. ou auprès des militants sur le
 marché, tous les dimanches de 10 h 30
 à 12 h.

Sur Pont Aude-Mer et proche région,
 les personnes désireuses de fonder un
 groupe libertaire pour intervenir dans
 cette partie de la Normandie, peuvent
 écrire aux R.I.

Tous les individus intéressés par la
 formation d'un groupe sur Châteauroux
 peuvent contacter les R.I. qui trans-
 mettront.

Une liaison professionnelle sur le gou-
 pe ORTF est en voie de formation. Pour
 tout contact s'adresser aux R.I..

Le groupe d'Evreux reprend ses ac-
 tivités et appelle les libertaires d'Evreux
 et sa région à le rejoindre en le con-
 tactant par l'intermédiaire des R.I. ou
 en écrivant directement (voir liste des
 groupes).

Les thèmes abordés sont :
 le nucléaire, la militarisation, soutien
 à la lutte des insoumis. Des interven-
 tions sont prévues sur chacun de ces
 thèmes ainsi que sur le problème du
 Larzac.

Les sympathisants libertaires d'Epina-
 y-sur-Seine ont cessé, fin juin, la dif-
 fusion du Monde Libertaire à la gare SNCF
 d'Epina-Villetaneuse (tous les vendre-
 dis à 17 h.) ; ils ne le reprendront qu'en
 début octobre 1980.

A tous les camarades intéressés par le
 journal, vous pouvez vous le procurer
 dans le kiosque de la gare.

La liaison Le Mans appelle tous les
 sympathisants du Mans à le contacter
 en vue de la création d'un groupe, et/
 ou les sympathisants de la Sarthe en
 vue de la création d'une coordination
 départementale, (tout dépendant des
 possibilités).

Nous vous annonçons la création d'un
 second groupe F.A. à Marseille, groupe
 anarchiste quartier nord.

**Le groupe Sevrans-Bondy
 organise
 une réunion d'information sur
 KROPOTKINE
 SAMEDI 27 SEPTEMBRE à 15 h
 au Centre Alfa
 3 allée des Pensées à Bondy
 Bus 147 - arrêt Pasteur**

Permanences antimilitaristes

Tous les samedis
 de 17 à 19 h
 à la librairie La Tête en Bas
 17 rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis
 de 13 à 15 h
 10 rue Robert Planquette
 Paris 18° (M° Blanche)

Tous les samedis
 de 15 à 18 h
 26 rue du Wad-Billy
 Metz - Tél. 74-41-58

Directeur de publication
 Maurice Joyeux
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie « Les marchés de France »
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20°
 Dépôt légal 44 149 - 1° trimestre 1977
 Routage 205 - Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

GALA 8 octobre de soutien au MONDE LIBERTAIRE

avec
**Bernard
 LAVILLIERS**

Billet de soutien : 35 F
 en vente à la librairie
 et auprès des militants.
 Billet d'entrée : 40 F
 francs et librairies parallèles.
 Billet d'entrée : 50 F le jour du gala.

Fédération Anarchiste
 3, rue Ternaux 75011 PARIS

Au-dessous de
 10 exemplaires
 2 F l'unité

Pour
 la propagande,
 selon
 vos moyens

Ne pas oublier
 les frais de port

"OCCUPEZ-VOUS DE VOS AFFAIRES." (AUTOGESTION)*

*C'est le moyen que se donnent les travailleurs
 pour gérer la production les échanges
 et la répartition, basés sur les besoins
 de la population, supprimant ainsi l'état
 et toute exploitation économique.

Fédération anarchiste, 3 rue Ternaux 75011

Affiche, 2 couleurs, éditée par le groupe Jacob.
 25 francs les 50 affiches (frais de ports compris).
 2 F à l'unité. Pas de paquet au-dessous de 50.

Liste des librairies et de quelques points de vente de groupes où vous pourrez vous procurer des billets d'entrée pour le gala du Monde Libertaire.

Groupes
 Groupe sacco-Vanzetti : vendredis soir
 de 17 à 19 h, Gare de l'Est ; samedi
 matin de 10 à 12 h, marché de Chelles.
 Groupe Kropotkine (Argenteuil) : jeu-
 dis de 17 h 30 à 19 h, à la gare du Val ;
 vendredis de 17 h 30 à 19 h, à la gare
 centrale d'Argenteuil.
 Groupe Fresnes-Antony : dimanches
 matin sur les marchés de Fresnes et
 d'Antony, de 10 à 12 h ; lycée d'An-
 tony (samedis midi) ; lycée de Fresnes
 (samedis midi).

Librairies :
 Alternative ; les 3 Fnacs ; De Valois ;
 Canal ; Clémentine ; Ecole Emancipée ;
 Le Temps de Lire (à Aubervilliers en ban-
 lieue).

Groupes
 Groupe Sevrans Bondy : (voir la rubri-
 que « Communiqués »).
 Groupe Jacob : jeudis de 17 à 19 h,
 métro Place d'Italie (sortie boulevard
 Vincent Auriol).

Abonnez vous !

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger	LE MONDE LIBERTAIRE
13 n°	50 F	55 F	78 F	Rédaction-Administration :
26 n°	95 F	110 F	150 F	3 rue Ternaux 75011 Paris
52 n°	180 F	210 F	280 F	Tél. 805.34.08
ABONNEMENT DE SOUTIEN : 250 F			CCP Publico 11 289 15 Paris	

BULLETIN D'ABONNEMENT

(à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris France)

Nom..... Prénom.....
 N°..... Rue.....
 Code postal..... Ville.....
 à partir du N°..... (inclus)..... Pays.....
 Abonnement Reabonnement Abonnement de soutien
 Règlement (à joindre au bulletin):
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre-poste.

en bref...en bref...

Mánuel Sanchez avait renvoyé son livret militaire, en soutien à Philippe Gosselin. Le 15 septembre 1980, le tribunal correctionnel de Clermont-Ferrand l'a condamné, en son absence, à 400 F d'amende, 2 ans de privation de droits civiques et 1 mois de prison avec sursis. Il a, en effet, été jugé par défaut pour manœuvre dilatoire envers le tribunal.

Le 9 octobre, Ecooviv organise une fête, à partir de 20 h au 163 rue du Chevalier à Paris. (Musique, stand écologie, buffet-bio...), et le lendemain (Le 10) un concert de musique indienne (heure et adresse identiques).

Le dimanche 5 octobre au Manoir de Bigard, rue du Quai à Louviers, dans l'Eure, 9 h 30, se tiendra la 2^e AG de coordination régionale, contre la militarisation (Haute et Basse Normandie). (Frais partagés entre les participants. Prévoir 20 à 30 F pour la nourriture).

SOMMAIRE

PAGE 1	Editorial
PAGE 2	Activité des groupes
PAGE 3	En bref
	Amis lecteurs
	Nucléaire et magouille
	Une rentrée placée sous le signe de l'austérité
PAGE 4	Libérez les journalistes
	Quoi de neuf dans l'imprimerie
	La Turquie...
page 5	Présidentielles, non merci
PAGE 6	Informations internationales
PAGE 7	Spectacle, bandes dessinées
PAGE 8	Dossier Pologne (2 ^e partie)

Nucléaire et magouille

Le groupe foncier agricole (GFA) du Pellerin vient de se rendre acquéreur d'un terrain au Pellerin : 81 ares sur le site et 4 hectares juste en bordure du site (dans un couloir de lignes).

Une personne a fait acte de surenchère, pour les 81 ares seulement, et le tribunal tranchera le 3 octobre prochain.

Cette personne c'est Jacques Jean, le pharmacien de Vendée, en taule depuis 8 jours, pour trafic d'oestradiol et de progestérone, ces poudres blanches qui servent à réaliser des implants dans l'élevage des veaux aux hormones. Non content de polluer la nourriture des hommes, il veut aussi contribuer à polluer leur environnement par le nucléaire. Pour le compte de qui achetait-il ?

Faut-il chercher plus loin quand on sait que sa demeure seigneuriale, le Château de la Touche, à la Rocheservière (Vendée) lui a été vendue par l'EDF ?

Mais la population du Pellerin reste vigilante. Si elle ignore la malhonnêteté et les trafics de toutes sortes, elle reste résolue à défendre sa terre et la vie sur cette terre.

JAKEZ

Amis lecteurs...

Dans quinze jours, le 8 octobre, donc, se déroulera sous le grand chapiteau de la Porte de Pantin, le gala 1980 du *Monde Libertaire Hebdomadaire*.

Vous le savez, ce gala revêt cette année une importance toute particulière puisqu'ils s'inscrivent dans le soutien pour l'achat et les travaux de notre futur local, 145, rue Amélot Paris 11^e. Ce nouveau local devrait, à plus d'un titre, faciliter la diffusion de nos idées : par sa situation tout d'abord : la proximité de la station de métro République, en rend l'accès plus aisé ; par sa devanture de 6 m 50, qui devrait nous permettre d'exposer un maximum d'ouvrages ; par sa superficie, enfin, la partir « librairie » proprement dite faisant plus de trois fois celle de la rue Ternaux et nous permettant non seulement d'aérer plus nos rayons, mais surtout de pouvoir disposer de titres en plus grande quantité. Nous pourrions ainsi limiter encore les ruptures de stock et assurer à nos camarades de province l'envoi de leurs ouvrages LE JOUR MÊME où nous recevons la commande (une liste des ouvrages disponibles à la librairie du ML vous sera envoyée sur simple demande).

Mais, tout ceci ne se construit pas sans effort. Sans le travail des compagnons militants et sympathisants, l'acquisition de ce local n'eût pas même été envisageable. Pour que son coût parvienne pas, seul, à nous sortir d'une situation financière très instable.

C'est pour cela que nous avons édité des « bons de soutien » à la librairie. Ces bons de 35 F permettront à tous ceux qui se trouveront en région parisienne le 8 octobre, d'assister au concert que Bernard Lavilliers donnera à l'Hippodrome de la Porte de Pantin pour le *Monde Libertaire*. Ces bons de soutien nous permettront d'avancer les travaux et de les terminer le plus rapidement possible. Aussi, nous vous demandons dès aujourd'hui de souscrire pour la librairie, d'acheter dès aujourd'hui votre bon de soutien.

Les administrateurs
Pascal BEDOS et Hervé TRINQUIER

BON DE SOUTIEN POUR L'ACHAT DE LA NOUVELLE LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE 145, RUE AMÉLOT, 75 011 PARIS, M^o République

donnant droit à une entrée gratuite au concert de B. LAVILLIERS, le mercredi 8 octobre, 20 h 30, Hippodrome J. Richard, Porte de Pantin.

35 F

En attendant le transfert prochain de la librairie, vous pourrez vous procurer tous les ouvrages sur l'anarchisme au 3, rue TERNAUX, 75011 PARIS. Vous trouverez tous les détails dans le *MONDE LIBERTAIRE*, hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE.

N° 000801

Luttes antimilitaristes

La lutte antimilitariste revêt diverses formes. Certains choisissent le renvoi de leur livret individuel ; il ne s'agit pas d'un acte gratuit et superficiel. Le mien exprime la négation de mon assujettissement à l'un des piliers de l'Etat.

Quelqu'action qui puisse porter, un tant soit peu atteinte au crédit et à l'intégrité de l'Etat, mérite que l'on s'intéresse à elle. L'idée de renvoi du livret militaire me vint peu après la fin d'une inutile année. C'est donc, pour moi, un acte de soutien et un acte de désobéissance. Acte de soutien car, en juin 1978, avaient eu lieu deux procès d'anti-militaristes. Il s'agissait alors d'apporter une solidarité active à Bernard André et Philippe Gosselin. C'est ainsi qu'avec d'autres, je renvoyais mon fascicule militaire à l'occasion de ces deux procès. Acte de désobéissance, car il exprime mon combat contre toute armée, que celle-ci soit nationale, populaire ou technocratique. Qu'elle soit rouge ou brune, l'armée se dressera toujours contre les aspirations des travailleurs.

Le développement de la militarisation de la société — avec l'affectation prochaine d'escadrons de la gendarmerie auprès des centrales nucléaires —, l'asservisse-

ment des « braves petits gas » tout au long d'une année de Service National, l'ordre et la discipline étant les deux mamelles de cette institution ; l'abrutissement de l'individu par des gestes cent fois répétés jusqu'à n'être qu'un automate lorsque retentit l'aboïement des galonnés, sont quelques autres des raisons qui m'ont fait adopter cette lutte.

Réfractaire à l'armée, réfractaire à la guerre, je le suis et je le serai. « Du passé faisons table rase ». Plus d'un siècle déjà que les Communistes l'ont chanté, crié, espéré. Nous nous devons de balayer l'Etat et ses positions, avant que ceux-ci ne nous balaient.

Déjà deux procès se sont déroulés : Le premier à Paris, où la justice infligea trois mois de prison avec sursis ; le deuxième vient d'avoir lieu à Clermont Ferrand. La sanction est d'un mois de prison avec sursis, 400 F d'amende et deux ans de privation des droits civiques. Un troisième est en cours. Ce sera le 14 octobre à 14 h, au Tribunal Correctionnel de Meaux. D'autres doivent suivre d'ici la fin de l'année.

Pierre-Yves
(Gr. Sacco et Vanzetti)

Une rentrée placée sous les signes de l'austérité

CETTE rentrée est placée sous les auspices de la crise et de la collaboration de classes. A grands coups de redéploiement, Beullac — formé à Renault — gère l'école non pas en pédagogue, mais en patron averti, cherchant au fil des ans à rentabiliser une entreprise de plusieurs millions d'usagers et de personnel. L'offensive du gouvernement contre le secteur public et l'Education nationale en particulier bouleverse l'école Jules Ferry.

Le tableau de la rentrée

Dans le primaire, les fermetures de classes et les suppressions de postes annoncées l'an passé, se voient renforcées par une détérioration nette de la vie scolaire. Les classes chargées, l'auxiliarisation et la mobilité des instituteurs, sont les reflets des tentatives gouvernementales pour transformer l'école maternelle en garderie gratuite, et aboutissent à un recul pédagogique de l'enseignement offert par l'école élémentaire. Les nouveaux programmes des cours moyens en sont un exemple frappant. La transformation du statut des directeurs d'école qui, d'instituteurs déchargés de classe deviennent de véritables chefs d'établissement porte atteinte à celui des instituteurs. La réorganisation, une plus grande autonomie des recteurs et inspecteurs d'académie, transforment l'Education nationale en entreprise décentralisée, ce qui, dans la réalité, permet une mise au pas de l'ensemble du personnel.

La situation des collèges et lycées ne diffère pas de celle de l'école. Le transfert des élèves du secteur technique public (LEP) au secteur patronal (apprentissage) marque l'entrée définitive du capitalisme dans l'école. La rentabilisation des filières du premier cycle accroît la hiérarchie de l'enseignement donné aux enfants. Le non réemploi des auxiliaires reste toujours au goût du jour. L'auxiliarisation des titulaires demeure de rigueur. Ces mesures renforcent la hiérarchie parmi les personnels du premier et second cycle et ne facilitent pas une revendication importante qui veut qu'à travail égal, les travailleurs perçoivent un même salaire.

La nouvelle carte universitaire annoncée par les médias tout au long de cet été massacre l'enseignement supérieur. La remise en cause de la réforme de 68 renforce le pouvoir des mandarins. Et, pour fermer la boucle de la politique de redéploiement, Barre annonce la concurrence et la privatisation (appel aux capitaux privés) des universités.

Le budget 81, quant à lui, demeure celui de l'austérité. Il ne prévoit aucune création d'emplois, mais des réductions sur l'ensemble des budgets. Ce tableau conforte les mesures d'austérité touchant l'Education nationale et renforce l'image de l'enseignement public en gestionnaire de classe.

La riposte syndicale

L'ampleur des attaques contre l'école, les mouvements de grève de l'année scolaire écoulée pouvaient laisser présager une rentrée de lutte. Mais la grisaille, le manque d'enthousiasme, l'acceptation des détériorations des conditions de travail comme quasi-inévitables, se sont installés dans les établissements scolaires. Ce manque de perspectives se voit parfois bousculé par des luttes, mais qui demeurent sectorisées et isolées. Le duel Henry-Sorel — respectivement chef de file des tendan-

ces UID (1) et UA (2) complète une rentrée bien terne. Ces disputes d'états-majors calquent dans la FEN les prises de bec PC-PS ou CGT-CFDT. Ces renvois de balle abandonnent l'école à Beullac.

Les uns refusent toute grève et en dénoncent les dangers, appellent à la négociation et pensent même pouvoir discuter avec le CNPF. Les autres — à l'image de leur grand frère Ségué — se font le courant des luttes... totalement inefficaces ! Des journées d'action par académie, des plates-formes fourretout demeurent lettres mortes et rejoignent dans les faits la collaboration de classes d'Henry. Par un langage différent, les bureaucraties de la FEN rejoignent celles des autres confédérations et acceptent la politique d'austérité conduite par Barre et Beullac. Les accusations de division d'IUD, l'activisme d'UA et l'immobilisme de la FEN ne cachent pas la réalité, permet une mise au pas de l'ensemble du personnel. L'acceptation des mesures gouvernementales qui, plus ou moins corrigées par l'appareil fédéral, entrent en application sans trop de remous.

Il ne s'agit pas, ici, de défendre l'école étatique, mais bien dans le cadre des luttes quotidiennes contre le capitalisme, de se battre avec les travailleurs et usagers de l'école contre l'austérité. Se battre contre l'arbitraire des filières et la détérioration des conditions de travail revient à dénoncer la volonté gouvernementale de faire une école de classes. Dénoncer la collaboration de classes des syndicats, c'est se battre pour transformer l'appareil syndical en un outil de lutte au service des travailleurs. La vision syndicale où s'installent les bureaucraties — premières responsables des échecs de lutte sans lendemain — malgré les discours d'Henry ou de Sorel, n'est pas celle des personnels de l'Education Nationale. L'unité où se complaisent les bureaucraties de la FEN prépare en définitive un climat social favorable à de prochaines élections présidentielles.

L'unité syndicale se fait à partir de luttes. Et ce sont des luttes sans concession au pouvoir, qui remettront en cause l'école de l'Etat et du capital. Se battre contre les licenciements, les classes surchargées, etc., ne revient pas à quémander quelques miettes à Barre, Beullac ou Saurier Seïté. Les instituteurs, en mars dernier, ont montré la voie qui s'impose aux personnels de l'Education Nationale. La prise en charge à travers des structures fédératives, la coordination des comités de grève et de collectifs parents-enseignants demeurent la seule issue pour les travailleurs de l'Education nationale pour sortir de la grisaille réformiste.

Thyde ROSELL

(1) Unité Indépendance et Démocratie.
(2) Unité et Action.

La Turquie et le coup d'Etat militaire du 12 septembre

LA Turquie offrait, depuis un certain temps, toutes sortes d'hypothèses quant à son avenir immédiat. Entre ceux qui considéraient la possibilité d'une révolution islamique, continuant le rêve de Khomeyni, bien peu apprécié en Turquie, ceux qui envisageaient une guerre civile dont le terrorisme (faisant plus de deux mille morts par an) en constituait les prémices, et ceux qui souhaitaient un front commun entre la gauche, représentée par l'ancien 1^{er} ministre Ecrit, et la droite de Demiel, le dernier en date, afin de sortir du borborygme parlementaire dans lequel se trouvait le pays, c'est finalement le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980 qui tranche, dans l'immédiat.

Périodiquement, la Turquie qui, au niveau géopolitique, est d'une importance capitale, puisqu'elle se trouve être, depuis la révolution iranienne, le dernier bastion avancé de l'OTAN (avec des stations d'écoute électroniques ultra-modernes qui permettent de capter en permanence les informations militaires et politiques de l'URSS), se trouve soumise à des coups d'Etat militaires réguliers : 1960, 1971, 1980. La justification que les militaires donnent à leur intervention se trouve dans la non application des trois principes du kémalisme : unité de la Turquie, centralisation et laïcité. C'est, une fois de plus, au nom de ces principes que l'armée est intervenue, jugeant l'assemblée nationale incapable de faire son travail politique, premièrement, en luttant contre les mouvements ethniques (Kurdes) qui débouchent sur le séparatisme, deuxièmement, en voyant resurgir les mouvements religieux islamiques et en voyant l'Etat perdre le contrôle d'une situation économique catastrophique, ainsi qu'une situation sociale qui vit au rythme d'un terrorisme sans commune mesure avec ce que nous connaissons dans le reste de l'Europe. Or, qu'en était-il ?

Il est effectivement impensable de nier la colossale importance que représente la Turquie pour les deux blocs et les luttes d'influence qui s'y jouent, sous le couvert d'une démocratie parlementaire qui s'est toujours révélée incapable de faire fonctionner le pays (ce qui n'a rien pour nous surprendre), et même, au sein du Parlement, d'arriver à choisir un président de la République puisque, en six mois et cent cinquante tours de scrutin, les parlementaires en étaient toujours au même résultat : élire un président qui n'a jamais servi à rien. Pendant que les compromis et les magouilles allaient bon train au Palais Bourbon d'Ankara, les mouvements d'extrême-droite et d'extrême-gauche réglaient leurs comptes à coups de P38, les quelque douze organisations d'extrême-gauche arrangeant d'ailleurs leurs différends de la même manière, faisant ainsi du terrorisme et de la guérilla, un spectacle quotidien, alignant bon an mal an, ses douze à quinze morts par jour. Ajouter à cela les mouvements islamiques intégristes qui reprennent du poil de l'ayatollah depuis la révolution iranienne, et les minorités ethniques tels les Kurdes qui revendiquent leur autonomie et qui, étant armés, empêchent toute excursion touristique dans le nord du pays, les Turcs n'y allant même que par obligation, et jamais très rassurés...

Après ce rapide tour d'horizon politique, voyons ce qu'il en est économiquement. En un an, la vie a doublé ; exemple : un thé qui coûtait 2,5 lira est passé à 5 lira ; idem pour le transport, la bouffe et les hôtels. Quant aux salaires, ils n'ont pratiquement pas bougé. Le chômage, qui est considéré comme un fléau national, est estimé, par les économistes, à 20% de la population active. Mais, il suffit d'aller dans ce beau pays pour voir ce qu'il en est. Dans toutes les grandes villes, on trouve des hommes qui pratiquent des « métiers » tel por-



teur d'eau, ou l'homme qui prend la tension et le pous dans les arrêts d'autocar, ceux qui ont une balance pour peser les obèses et ronds de toute sorte, jusqu'à ceux qui ont établi une petite échoppe, à côté de l'hôpital d'Istanbul, et qui vendent des excréments absolument sains dans des boîtes d'allumettes pour les Turcs qui doivent passer des examens médicaux complets, avant de se rendre au bureau de l'Immigration ! Si on prend en compte tous ces petits commerçants qui vivent au jour le jour, on peut totalement doubler les chiffres annoncés par les économistes et leurs statistiques.

Socialement, la Turquie doit avoir encore un taux élevé d'analphabètes, car il est courant de voir des hommes, tel qu'au Bazar d'Ismir près du marché aux fleurs, venir se faire rédiger une lettre par des écrivains publics. Même si la scolarisation est obligatoire, on sait très bien que non seulement elle ne se fait que par demi-journées, cela pendant quatre ou cinq jours par semaine et sur une période de six mois ; que la plupart quittent l'école à 12 ans. De plus, un certain nombre doivent en rattrapper, car tout ce qui est inscription est rudimentaire. Ainsi, pour remettre les listes électorales à jour, la population est-elle invitée à ne pas sortir de chez elle pendant 24 heures, ce fut le cas en juillet 79, afin de faciliter le travail de la police qui passe chez les gens pour les recenser. D'autre part, il suffisait, cette année encore, de circuler en car — pratiquement le seul moyen de transport — pour voir un peu partout des usines occupées et en grève. La junte, en ayant interdit les syndicats et le droit de grève, ne change pas grand-chose à la situation précédente puisque, si la grève était permise, ce n'était que dans une limite précise : ne pas toucher aux secteurs vitaux de l'économie et ne pas engendrer un début de climat insurrectionnel. Ainsi, en février 80, ce sont plusieurs milliers de sol-

datés accompagnés de blindés qui prenaient d'assaut une usine en grève à Ismir.

Le décalage énorme entre une population rurale conservant un caractère traditionnel et une population urbaine de plus en plus occidentalisée (avec des milliers de personnes à la recherche d'un travail et qui viennent s'entasser à proximité des grandes villes), donne à certains quartiers de banlieue des possibilités d'implantation politique, soit en faveur de l'extrême-droite, soit de l'extrême-gauche. La popularité de Mustapha Kemal (dit « Atatürk ») est encore énorme dans ce pays : le fondateur de la « Turquie moderne » est, en photo, absolument partout : restaurants, hôtels, banques, agences de car, etc., et le 30 août dernier, jour de la fête nationale turque, on pouvait entendre dans tout le pays des enregistrements datant d'au moins 40 ou 50 ans, de discours du « libérateur ». Ce n'est donc pas étonnant que ce soit sur la non application des trois principes fondamentaux déterminés par le premier président de la République, en 1923, que les militaires aient justifié leur intervention. Mais le plus grave, c'est que contrairement à la police (qui est considérée comme corrompue et frotte avec les milieux d'extrême-droite) une grande partie de la population, dans un pays qui, pourtant, a une grande pratique du « Bakchich », les autorités militaires sont considérées comme saines et modérées, à l'image de celui qui se trouve être le chef de la junte, le général Enen. Quant à la présence de l'armée dans la vie civile turque, ce n'est pas réellement une nouveauté, puisque depuis plusieurs années, elle faisait partie du paysage dans vingt et une des provinces les plus mouvementées.

Lorsque l'on sait que la Turquie fournit en permanence 25% des informations concernant les essais des missiles soviétiques aux Américains, on voit l'intérêt que représente ce pays pour les Etats-Unis, surtout après la perte des implantations de radars, etc., qu'ils possédaient en Iran et, qu'en conséquence, tout ce qui se passe dans ce pays ne peut laisser indifférent Big Brother. De plus, les Etats-Unis ont investi en 80, 200 millions de dollars en crédits militaires et autant pour « aider » l'économie turque... Il n'y a donc pas besoin d'être anti-impérialiste chevronné pour se douter que les Américains ne sont pas tellement étrangers au coup d'Etat du 12 septembre.

Il me paraît sain de tirer des plans sur la comète pour prédire ce que sera la vie du peuple turc et ses réactions face au coup d'Etat militaire, tant est complexe la sociologie politique de ce pays. Néanmoins, ce qui peut réjouir les anarchistes, c'est qu'en Turquie, s'il n'existe pas de mouvement ni de groupes organisés, on rencontre facilement des intellectuels qui ont parfaitement lu Proudhon, Bakounine et Kropotkine et qui n'en déforment en rien la pensée et qui peut-être un jour...

Il est absolument indispensable de voir le magnifique film de Zeki Okten, *Le Troupeau*, en prison en Turquie, accusé de crime. Son film, qui est actuellement diffusé, nous montre toute la réalité de ce magnifique pays.

Jean-Claude DEVINCK

Quoi de neuf dans l'imprimerie ?

Dans *Le Livre parisien* de février-mars, on pouvait lire l'intervention du camarade Roger Bureau aux assemblées générales des clicheurs et photogreveurs de presse, des 22 février et 1^{er} mars. Ledit Bureau, longtemps secrétaire du Comité Inter-Labeur, parlait de l'histoire du syndicat des clicheurs, depuis 1876 jusqu'à nos jours. Mon but n'est pas de restituer intégralement la prose de Roger Bureau, mais de mettre le doigt sur un point précis et révélateur.

Après avoir stigmatisé la « phraséologie anarcho-syndicaliste » des débuts de la CGT et dénoncé la « véritable » mentalité de certains de ses chefs... on arrive à la révélation suivante : « pour un grand nombre de nos militants, oc-

dicat du Livre à assurer son hégémonie, particulièrement dans les imprimeries de Presse.

Tout cela n'existe pour ainsi dire plus ou, le moins que l'on puisse dire, c'est que la vieille forteresse est sérieusement lézardée.

Le passage du plomb à la photocomposition, ne nécessitant plus le personnel qualifié traditionnel, l'influence grandissante du PC dans les syndicats du Livre (Syndicat des Correcteurs exceptés...), ont fait des ravages chez les « cotisants ». Les forteresses syndicales du Labeur : Hénon Chaix, Larouine, Victor-Lagrange ne sont plus, et Lang (qui a eu jusqu'à deux mille ouvriers) bat de l'aile. La réalité actuelle est une multitude de petites unités où les syndicats du Livre n'ont plus aucune influence.



En effet, ceux-ci, réunis dans une structure coordonnée appelée Comité-inter, avaient pris l'habitude de lancer des mots d'ordre que les syndicats suivaient, stimulés en cela par leurs délégués. Les ordres venaient d'en haut, sans aucune discussion préalable dans les ateliers. Le problème étant de faire comprendre aux travailleurs que leurs délégués représentent le Comité-inter, et qu'ils doivent leur faire confiance... (qu'ils disent !). Mais, avec la perte de plusieurs milliers d'adhérents sur la région parisienne, dans les dernières années, les problèmes se posent aussi pour la paye des permanents !

Avant, les travailleurs n'adhéraient pas à la CGT, ils adhéraient « au Livre », conscients que c'était autre chose, que c'était autre structure unitaire. Il en est tout autrement aujourd'hui ; beaucoup ne se syndiquent plus car le syndicat — trop lié à la fois au PC et aux vieux métiers — ne représente plus rien pour eux. Et les syndicats du Livre sont souvent des structures qui tournent à vide, plus particulièrement dans le Labeur, ou plutôt dans le « nouveau Labeur » où tout est à refaire, « c'est comme au début du siècle », a dit, un jour de lucidité, un permanent d'un syndicat du Livre.

A nous, militants libertaires travaillant dans l'imprimerie, de relever le défi. Le vieux monde s'écroule, tout est à nous !

Jean-Pierre GERMAIN

Libérez les journalistes !

Sacré Arthur ! Arthur Paech est député UDF du Var. Il souhaite déposer une proposition de loi visant à réglementer la formation des journalistes. Ainsi, il faudrait, pour exercer cette profession avoir poursuivi les cours d'une école de formation spécialisée, reconnue par la profession, et effectuer un an de stage dans une entreprise de presse écrite ou audiovisuelle et justifier d'un diplôme universitaire ou d'un titre équivalent délivré par une grande école, dont la

liste sera définie par décret.

Il s'agit d'une tentative de mise au pas sans précédent depuis l'Occupation, qui aboutirait à l'instauration d'une hiérarchie encore plus grande entre les reporters.

Le journalisme reste un métier qui s'apprend, par cœur, de la rue, dans les salles de rédactions, et chaque jour, devant sa table de travail. C'est un chemin individuel. Une passion. Ni loi, ni école !

Jean PELUCRE

ÉCOLOGIE POLITIQUE

Présidentielles... ...non merci !

A l'issue d'un tour des plages, aussi discret qu'harrassant, Bruce Lalonde, le candidat « officiel » des écologistes, pour les prochaines présidentielles, vient de déclarer, lors d'une conférence de presse, qu'il pensait atteindre sans trop de problèmes la barre des 15%. Inutile de dire que les commentateurs qui ont accueilli cette déclaration fleurissaient bon l'ironie. Boutade, optimisme névrotique, délire narcissique, mégalomanie chronique... les qualificatifs employés témoignent du peu de crédit dans lequel est désormais tenu Bruce Lalonde qui a de plus en plus tendance à se prendre pour « Bruce Lee » Londe. Même les écologistes de choc trouvent que leur candidat envoie le bouchon un peu loin. Alors, Bruce Lee Londe, un gentil illuminé, un bravache qui cherche à semer le doute chez l'adversaire, en usant de provocations, un clown triste qui en rajoute pour regonfler le moral de ses supporters et le sien...? Rien ne peut être moins sûr !

Si on s'en réfère à un certain nombre de sondages réalisés au début de l'été, le candidat écologiste se voit crédité d'un score avoisinant les 10%. Certes, les sondages sont sujets à caution à bien des égards. Cela étant, si on y réfléchit quelque peu, la percée écologiste qu'ils annoncent est loin d'être aussi impensable qu'elle en a l'air. Ce n'est, en effet, un secret pour personne, les prochaines présidentielles vont constituer un spectacle rare. Chaque ténor du désormais célèbre gang des quatre est déterminé à se battre sous son seul drapeau et à casser du sucre sur le dos des trois autres. L'union de la gauche et ses espérances de victoire se sont envolées depuis belle lurette et, quelque soit le résultat de la compétition de 81, la situation politique restera bloquée. Que Giscard reste sur le trône, que Mitterrand (ou un autre socialiste) accède à la magistrature suprême, la solitude politique et les inévitables magouilles sont au bout. Rien de bandant, donc, pour tous ceux qui aspirent au changement. Dans ces conditions, la candidature Lalonde est parfaitement capable de rassembler les voix de ceux qui avaient jusqu'alors le cœur écolo, mais le bulletin de vote « utile ». A tout prendre, pourront se dire un certain nombre d'électeurs, si le scrutin est inutile, autant se faire plaisir. Alors, Bruce Lee Londe, un fin stratège dont le mérite principal aura été d'arriver au bon moment, le futur trouble-fête d'une partie de poker truquée...? Là encore, rien n'est moins sûr !

Le racket électoral du gang des quatre

Pour que Bruce Lee Londe puisse en effet concrétiser les ambitions qu'il affiche, encore faudrait-il qu'il puisse effectivement être candidat. Depuis une certaine loi du 18 juin 1976, rien n'est moins certain !

Jusqu'à cette date, les élections présidentielles françaises s'étaient engagées sur la voie d'une inflation grandissante des candidatures. Six en 1965, sept en 69, douze en 74. Cent signatures d'élus suffisaient pour avoir le droit de s'aligner sur la ligne de départ. Bien évidemment, la plupart des

« petits », les Barbu, Renouvin, Ducatel, Laguiller, Dumont... n'avaient aucune chance de franchir, en tête, le poteau d'arrivée, ni de modifier sérieusement le sens profond de la compétition. Des éternels « tocards », donc ! N'empêche, en parlant un langage sensiblement différent de celui des pue d'a la gueule des quatre grands partis, ces candidats sans espoir arrivaient quand même à laisser une empreinte non négligeable dans les mémoires. Le populo, ce grand sentimental, les aimait bien. Il les trouvait sympathiques, directs, et s'il ne leur accordait pas sa confiance (réalisme oblige), toujours est-il qu'il les trouvait souvent dignes d'estime. A la longue, ou tout bêtement à l'occasion d'une situation politique bloquée comme actuellement, les quelques pour cent que parvenaient à glaner ici et là ces « candidats du cœur » auraient donc pu, qui sait, faire des petits. Un risque intolérable pour la mafia du gang des quatre ! Pour mettre un terme définitif à cette hypothèse, une loi fut donc votée en 1976 qui remet les choses en place et qui permet aux souteneurs patentés du gang des quatre de continuer, cette fois sans partage, à racketter le corps électoral. Désormais, pour être admis à concourir aux présidentielles, il faudra, en effet, obtenir le parrainage de 500 élus, et encore, pas celui de n'importe lesquels. Seuls, les parlementaires (députés et sénateurs), les maires et les conseillers généraux sont habilités à prendre sous leur aile les candidats à l'élection présidentielle. Et cela n'est pas tout ! Les 500 signatures devront impérativement provenir au minimum d'au moins 30 départements, et il faudra également éviter que dix pour cent d'entre elles n'émanent du même département.

En clair, cela signifie tout simplement l'élimination irrémédiable des gagne-petits de l'élection présidentielle. Tous les farfelus sympathiques, les illuminés de toute sorte, les représentants de petites formations politiques sans assises nationales, les régionalistes, les « bronzés », des DOM-TOM, les minoritaires de tous poils... se retrouvent hors course, avant même que le départ soit donné. De plus, comme si tout cela ne suffisait pas, l'insipide Christian Bonnet (l'actuel ministre de l'Intérieur), s'est permis, deux précautions valant mieux qu'une, d'aggraver encore l'iniquité de cette loi. Désormais, grâce à la circulaire n° 79419 du 30 novembre 1979, il n'existe plus la moindre chance pour les « petits » de l'élection présidentielle, de parvenir, à réunir les 500 signatures. L'astuce est en effet la suivante. Alors que les formulaires officiels destinés à recevoir les signatures des parrains sont disponibles dans les préfetures depuis belle lurette, ordre a été donné aux préfets de ne les « donner » que quelques semaines avant le premier tour des élections. Quinze jours, donc, en tout et pour tout, pour recueillir 500 signatures sur tout le territoire. De plus, les élus qui exprimeront le désir de parrainer un candidat devront venir en personne aux chefs lieux du département, avec pièces officielles et tampons (pour les maires), afin de faire enregistrer leur précieuse signature. De quoi décourager à coup sûr les petits maires apolitiques qui ont toujours besoin d'un certain temps de réflexion avant de faire quoi que

ce soit. Enfin, et cela est destiné à dissuader définitivement les gentils « démocrates » égarés dans les formations politiques du gang des quatre, la liste nominative des parrains de chaque candidat paraîtra désormais au Journal Officiel. Difficile, donc, pour un communiste de hasard, d'apporter sa caution à « l'hiléro-trotskiste » Arlette Laguiller, sans risquer de se faire froter vigoureusement les oreilles par les apparatchiks du Parti.

Dans ces conditions, il n'est pas besoin d'être devin pour prévoir que le nombre des candidats à l'élection présidentielle de 81



va être du genre restreint. Les quatre requins, bien sûr plus, peut-être, le radical de gauche Michel Crépeau. Les autres, à la trappe ! Petit détail admirable et significatif, les grandes formations politiques de ce pays, qu'elles appartiennent à la majorité ou à l'opposition, font preuve d'un silence qui frôle l'approbation devant l'ensemble de ces nouvelles mesures sélectives. En 76, la soi-disant gauche a bien émis quelque murmure lors du vote de la loi, mais ça n'a pas été plus loin. La circulaire Bonnet est passée comme une lettre à la poste et force est bien de conclure avec le proverbe que « qui ne dit pas mot, consent ». Rien d'étonnant à cela, les représentants du Vieux Monde sont si bien entre eux ! L'essentiel, n'est-ce pas, n'est-il pas de laver son linge sale en famille, sans que des popilleux viennent jeter la perturbation dans le non-ron d'un duel réformiste à fleuret moucheté. De toute évidence, la sélection impitoyable qui élimine désormais les « petits » candidats, les arrange. Sinon, pourquoi auraient-ils interdit à leurs élus respectifs de cautionner un autre candidat que celui de leur propre formation ?

Tout cela, on le voit bien, éclaire d'un jour nouveau la candidature écologiste de Bruce Lee Londe. Comme ses collègues minoritaires, il n'a pratiquement aucune chance de franchir l'obstacle de la sélection qui découle de la loi de 76, et de la circulaire Bonnet. Lui, comme tous ceux qui sont partisans de la mise du mouvement écolo sur les rails sans fin de l'électoratisme et du réformisme, se sont donc mis le doigt dans l'œil et ont fait preuve d'une affligeante naïveté. Ils ont cru qu'il était possible de jouer franchement le jeu de la démocratie bourgeoise parlementaire. Illusion lamentable ! Les souteneurs du gang des quatre qui ont actuellement la main haute sur la traite des électeurs, n'ont nullement l'envie de voir des démocrates aux dents longues venir marcher sur leurs plate-bandes. Faut pas rêver !

Alors, finalement, Lalonde aura donc été le candidat de l'illusion réformiste ? Certes ! Mais il n'aura pas été que cela. Il y a plus grave.

Misère d'une candidature ou candidature de la misère ?

Pour bien comprendre le pitoyable de la candidature Lalonde, il ne faudrait, en effet, pas oublier dans quelles conditions elle a vu le jour. La première étape du processus électoraliste enclenché par Lalonde, sa désignation « officielle » comme candidat du mouvement écolo, portait déjà en elle le fiasco dans lequel il se débat actuellement. Le 15 juin 1980, pour être précis, l'écologie politicienne, dont il est un des représentants les plus éminents, remportait une victoire certaine sur l'écologie politique révolutionnaire, mais une victoire à la Pyrrhus ! Au terme d'un processus de plusieurs mois, Lalonde a réussi à être élu candidat du mouvement écolo pour les présidentielles de 81, mais, et il y a un mais d'importance, seuls 1747 militants et sympathisants ont jugé bon de participer au scrutin. Une pauvre victoire, donc, que celle de Bruce Lee Londe : 930 voix pour lui, 817 pour Lebreton... et des centaines de milliers de voix qui, par leur silence, ont placé d'entrée l'engagement électoraliste sous le signe du DÉSAVEU.

Urgent : généraux écolos cherchent troupes pour aller à la bataille électorale

Après le fiasco des assises de Lyon qui avaient vu les Amis de la Terre et le mouvement d'écologie politique se déchirer à belles dents devant une assemblée du genre clairsemé, tout avait été mis en œuvre pour que le choix du candidat écolo soit réellement celui du plus grand nombre et non pas, comme cela avait failli être le cas, celui d'une minorité de professionnels de la magouille et du tripatouillage. Dans ce but, des assises régionales devaient avoir lieu en juin, afin de rassembler les candidatures et d'organiser les votes sur ces candidatures. Ainsi, en multipliant les centres de vote, on pensait « démocratiser » au maximum le choix du candidat et, à tout le moins, lui conférer la légitimité qui lui avait tant fait défaut lors des assises de Lyon. *Vox populi, vox dei !*

Ces assises régionales eurent donc lieu, impulsées par les groupes locaux des AT et du MEP, et, comme pour les assises de Lyon, personne ou presque ne s'y rendit. Le ton était pourtant à la démagogie tous azimuts. N'importe qui pouvait être candidat (l'exemple flagrant étant celui de la candidature de Prudence Petitpas, sympathique personnage de bande dessinée, qui obtint 30 voix). N'importe qui pouvait être électeur.

Malgré cela, les centaines de milliers d'écologistes qui avaient animé les luttes de Malville, Plogoff, la Hague... boudèrent ce que l'on se targuait de présenter comme des « primaires ». Vingt-cinq lieux de vote seulement dans toute la France, 1747 votants, l'écologie politicienne a pris, le 15 juin, une giflette dont elle n'est pas près de se remettre. Le refus du plus grand nombre de cautionner la stratégie électoraliste des états-majors de l'écologie organisée est un désaveu patent, et si Bruce Lee Londe faisait preuve d'un minimum d'honnêteté, il en tirerait les conclusions qui s'imposent : soit rentrer dans le rang, soit affirmer haut et clair qu'il ne représente rien, hormis lui-même et un quarteron de politiciards.

Bien entendu, il n'en sera rien. L'écologie politicienne vient de prendre une des plus gigantesques claques dans la gueule de sa carrière, mais cela ne la fera pas renoncer pour autant.

Le baiser de la mort

Aujourd'hui, la preuve est faite que Bruce Lee Londe n'est en rien représentatif d'une nébuleuse écologiste qui préfère la lutte sur le terrain et l'action de tous les jours aux désirs affrontements électoraux du genre des présidentielles. Mieux, Bruce Lee Londe n'est même pas représentatif de sa propre organisation dont l'effectif militant et sympathisant est loin de se réduire aux seuls 930 zombies qui ont voté pour lui le 15 juin. Cela ne l'empêchera naturellement pas de demeurer candidat pour les présidentielles de 81, et pour chaque scrutin du même ordre (législatives et cantonales), lui et d'autres seront encore présents. C'est ainsi, et il ne sert à rien de le déplorer ou d'en rire, la démocratie bourgeoise qui repose corps et âme sur la délégation de pouvoir n'a nullement besoin d'être représentative pour exister.

Face à cela, il n'est pas trente-six solutions. Il convient, et vite, de définir et populariser un projet global, représentatif d'une écologie politique non politicienne, l'affirmation haute et claire de la cohérence d'une écologie libertaire révolutionnaire devrait en être l'un des éléments clés, avec entre autres, son enracinement dans une pratique de tous les instants et une stratégie délibérée de rupture avec le système dominant. Sur ces bases, et sur ces bases seulement, il conviendrait alors de s'organiser de manière fédérative, afin de coordonner les spécificités de chacun et démontrer par là-même qu'il existe une autre alternative que celle d'une écologie politicienne à vocation globalisatrice et une écologie non politicienne engluée dans le localisme et l'activisme bon teint. Si nous ne nous engageons pas résolument dans cette voie, nous nous condamnons à la défensive, et par là-même, à subir éternellement les événements. Certes, nous infligerons d'autres camoufflets du genre de celui du 15 juin aux politiciards de l'écologie, mais ce serait une erreur que de nous cantonner à une attitude essentiellement réactionnelle qui, au bout du compte, laisse toujours l'initiative à l'adversaire. Les adversaires de la subversion contenue dans l'écologie politique libertaire ne doivent pas seulement être désavoués, ils doivent être réduits à néant au plan théorique et organisationnel. Avec l'abstention généralisée qui a prévalu, ce 15 juin, l'heure de l'émergence de notre radicalité est en train de sonner, et il serait dommage de rater ce rendez-vous avec l'Histoire. Pour que cela ne soit pas, il nous faut maintenant passer à l'offensive et balayer devant notre porte. En affirmant haut et clair la cohérence de notre projet, en nous donnant les moyens organisationnels de le réaliser, en prenant les réformistes et les néo-réformistes de l'écologie à bras le corps et en leur donnant le baiser de la mort... juste avant de leur casser les reins une bonne fois pour toute.

Jean-Marc RAYNAUD

informations internationales

Allemagne

OÙ EN EST LE MOUVEMENT ANARCHISTE ALLEMAND

Parallèlement à quantité d'autres pays, l'Allemagne fédérale a vu naître entre ses frontières des mouvements contestataires débouchant plus ou moins sur des réalisations positives entraînant nécessairement la modification ou le renforcement de l'appareil étatique. Beaucoup de ces mouvements se sont brisés en cours de route, faute d'une analyse suffisamment approfondie des structures économiques, politiques et sociales, en un mot, des structures gouvernementales. Aujourd'hui, les révoltes ne se concentrent plus que sur des sujets précis, sans relation apparente les uns avec les autres. Ce sont essentiellement, comme en France ou ailleurs, des luttes parcelaires, sans remise en cause globale du système politique (bien que ces militants de tout poil s'en défendent !). Cet éparpillement des forces n'est pas seulement caractéristique pour les mouvements dits « alternatifs », mais on le retrouve également au sein du mouvement anarchiste allemand.

Peut-on parler de mouvement anarchiste en Allemagne ?

Lorsqu'on y regarde de près, on constate qu'il existe une multitude de groupes ou individus libertaires qui n'ont pas de réelle coordination entre eux. Ces groupes fonctionnent principalement autour de journaux ou de revues dans lesquels ils investissent, et leur énergie, et leurs économies. Il n'y a pas de fédération qui permette de les relier entre eux. Chacun mène sa baraque de son côté, et de ce fait, il est impossible de garantir un travail continu entre les régions, justement à cause de ce manque d'organisation et de la dispersion des groupes et individus. Certes, chaque groupe fournit un apport important au niveau du développement des idées libertaires. Les uns sont anarcho-sindicalistes, les autres axent davantage leur lutte sur la militarisation ou l'écologie, entre autres. Mais les groupes s'essouffent. Ils se rendent compte que rester isolés n'est peut-être pas la bonne solution. Ils ont conscience de la nécessité de coordonner leurs énergies pour créer justement ce travail suivi entre les régions, dont l'absence constitue un inconvénient considérable pour la lutte contre l'Etat.

Seulement, une fédération ou un minimum de coordination, pour être efficace, demande l'avis de tous. Et l'on comprend la difficulté de mettre sur pied une organisation qui réponde au maximum à l'aspiration de chacun. Une réunion générale a donc été décidée pour fin octobre. Les différents groupes se rassembleront en vue d'établir les lignes principales de leur fonctionnement futur. Mais cela ne signifie aucunement que l'assemblée opéra pour une fédération. Ballottés entre le fait de continuer à mener leurs actions isolées et celui de se coordonner, les groupes tâtonnent. Certains se sont tournés vers la FA, en France, et ont essayé de comprendre son fonctionnement et voir ses avantages et ses inconvénients. Mais la dispersion des groupes et leurs actions isolées n'empêchent pas l'efficacité. Les groupes sont tout de même bien implantés sur le sol ouest-allemand.

Qui sont-ils ? Que font-ils ?

Les grands centres de propagande anarchiste se localisent essentiellement dans les grandes villes ou dans les régions relativement industrialisées. Les villes de Hambourg, Brême, Berlin,

Rutlingen, Wetzlar, Dortmund et les Länder du Bade-Württemberg, le Palatinat, la Westphalie orientale, sont les foyers libertaires les plus connus. A Wetzlar existe un centre de documentation anarchiste, et son animateur, H. Stowasser assume la publication et la traduction en allemand de brochures et livres jusqu'à présent peu répandus en Allemagne. A Berlin, nous trouvons les groupes non dogmatiques de tendance libertaire (BUG). Comme nous l'avons déjà noté, tous ces groupes fonctionnent principalement autour d'une revue ou d'un journal qu'ils éditent eux-mêmes. Les groupes Berlinoises impriment INFO-BUG. A Berlin, s'est également créé, voici quelques temps, un Forum libertaire qui se propose de rassembler toutes les mouvances libertaires de la ville.

Son organe *Engel Luzifer* (l'Ange Lucifer). Les anarcho-sindicalistes ont aussi leur journal *Direkte Aktion*. Les anarchistes de Wetzlar font paraître *Freie Presse* (Presse Libre) et une revue en langue espagnole *Impulso*, faite par des travailleurs émigrés espagnols, membres de la CNT. Du côté de Karlsruhe, quelques individus ont réussi à mettre sur pied un centre de média qui,

dans un esprit libertaire, met à la disposition du public le matériel, pour les divers moyens d'expression. Dans les environs de Karlsruhe, nous trouvons *Der Schwarze Gockler* (Le Coq Noir) édité grâce à l'appui des groupes libertaires à Karlsruhe, Bruchsal, Neulussheim, Schwäbisch Hall. Dans le nord du Palatinat, s'est créé un centre international des média (*Internationales Medienzentrum*), avec une imprimerie et une cinémathèque. Enfin, du côté de Reutlingen, à noter le *Schwarze Faden* (le Fil Noir), revue théorique sur l'anarchie. Bien entendu, il existe aussi des maisons d'éditions libertaires qui, chaque année, tiennent un stand à la contre-foire du livre, à Francfort : les éditions *Karin Krämer, Société Libre, Libertad, Impuls, Editions Makay*. Cette année, la foire se tiendra du 7 au 12 octobre à Francfort.

Pour terminer, il est utile de signaler l'existence, dans les autres pays de langue allemande, des revues anarchistes *Befreiung* (Autriche) et *Akratie* (Suisse).

Voici donc un bref aperçu des principaux journaux et revues d'essence libertaire en langue allemande. Toujours est-il que, malgré cette profusion, les groupes n'ont que des contacts très disparates. Les quasi seuls points de rencontre sont les actions ponctuelles, comme un rassemblement anti-nucléaire, par exemple, d'autant plus que les divergences d'opinions, quant à la forme de lutte à mener, ne facilitent pas le regroupement. Mais, attendons de connaître les résultats de la réunion de fin octobre avant de nous prononcer davantage sur le mouvement anarchiste allemand.

hollande

TOUJOURS LES KRAAKERS — Pas de trêve de vacances pour les occupations de maisons vides au pays de Rembrandt, essentiellement à Amsterdam.

Le 10 juillet, dans le quartier de Heerengracht, la police réussit à déloger les squatters, en utilisant gaz lacrymogènes et vomitifs, et bâtons électrifés (1).

Le 10 août, dans le quartier de Prins Hendrikskaade, succès des occupants, (depuis le mois d'avril, les barricades ont résisté, et le maire de la ville s'est donné un délai de réflexion pour intervenir à nouveau).

Le 8 août, enfin, un immeuble livré à la spéculation fut à son tour occupé. Là, la police réussit à prendre le dessus en utilisant des moyens considérables, entre autres, des plates-formes d'incendie.

Le gouvernement tente de viser le mouvement kraaker entre la tendance « non violente » et la tendance « dure », et de mobiliser l'opinion contre ce mouvement. Il tente également de saper le mouvement à sa base en présentant un projet de loi, au terme duquel les autorités pourront réquisitionner tout logement non occupé pendant cinq mois. Cela promet des rebondissements intéressants.

* ENTRETIEN AVEC UN COMPAGNON GREC *

— Comment est né le groupe anarcho-sindicaliste d'Athènes ? Quelle est son histoire ?

Le groupe anarcho-sindicaliste d'Athènes est né il y a deux ans, dans le quartier ouvrier de Métamorphosis-Koukouvaounes. L'initiative a été prise par de jeunes travailleurs qui se connaissaient entre eux. Depuis le début, la réflexion se porta sur le problème suivant : qu'est-ce que nous voulons, et comment agir pour l'obtenir. Ainsi, sur les bases de la réalité sociale, politique et économique ont été tracées des lignes d'action qui ont permis d'éviter l'immobilisme et la perte de temps en discussions inutiles. Peu à peu, nous avons commencé à avoir du matériel de propagande et à éditer des brochures dans lesquelles étaient clairement exposés les problèmes actuels. En même temps, dans la mesure du possible, nous avons participé à toutes les mobilisations sociales et politiques importantes (ex : l'affaire Serifis, Kyrtsis, occupations de champs, d'usines, écoles, etc.).

— Selon toi, est-il possible de parler d'un vrai mouvement anarcho-sindicaliste en Grèce ?

— Evidemment non. Actuellement, seulement des camarades isolés et quelques groupes s'auto-définissent anarcho-sindicalistes.

— Quel est, alors, le rapport entre les camarades qui agissent sur le terrain propre de l'anarcho-sindicalisme et le mouvement anarchiste grec ?

— Aujourd'hui, tous les membres de notre groupe sont anarchistes. Il y a quelques temps, on ne pouvait même pas parler d'un vrai mouvement anarchiste en Grèce ; il y avait seulement quelques groupes et individus isolés. Mais les dernières occupations de facultés et d'écoles techniques, de novembre 79 jusqu'à aujourd'hui, ont au contraire démontré une force incontestable : Une chose incroyable. Nombreux et combattifs sur les places, ils se sont opposés au gouvernement et aux partis de gauche (P.C., PASON, etc.). De nombreux camarades anarcho-sindicalistes étaient présents. Substantiellement, il y a peu de différences entre nous. Nous, anarcho-sindicalistes, mettons principalement l'accent sur l'action dans le lieu de travail (ateliers, usines, champs, etc.). Anarchistes et anarcho-sindicalistes veulent néanmoins se distinguer, depuis trois ou cinq ans, des marginaux apolitiques. Du peu qu'ils étaient, il y a seulement sept ans, il y a maintenant des milliers d'anarchistes en Grèce. Notre sympathie et notre compréhension envers les individus marginalisés a, au début, contribué, à cause de quelques préoccupations, à donner une mauvaise image du mouvement libertaire dans l'opinion publique. Je crois que la maison d'édition *Diethnis Bibliothiki* (situationnistes) a involontairement fait un peu de confusion dans ce sens ; en pratique, avant 1974, les livres anarchistes étaient totalement inconnus en Grèce. En ce moment, il y a une maison d'éditions anarchiste (*Elfero Typos*) qui a déjà édité 35 livres.

En 1977-78, il y a eu une clarification à l'intérieur du mouvement. Depuis cette date, anarchistes et anarcho-sindicalistes savent bien ce qu'ils veulent et comment agir. En même temps, nous avons reçu des attaques, non seulement de la droite, mais aussi de la gauche. Actuellement, nous avons une vingtaine de camarades emprisonnés. Malgré tout ceci, l'enthousiasme grandit dans nos rangs. Il semble que plus nous sommes touchés, plus nous devenons nombreux.

— Quelle est donc l'insertion des anarcho-sindicalistes dans le mouvement ouvrier et paysan, en Grèce ?

— Comme je l'ai expliqué plus haut, nous ne sommes qu'un groupe anarcho-sindicaliste ; cependant, notre rôle n'a évidemment pas été déterminant, mais nous avons été présents dans les différents moments de la lutte. Depuis deux ans, nos camarades mettent leurs efforts dans la Sociale.

— Avant, tu as fait allusion au problème de la « marginalisation » en Grèce. Veux-tu préciser ?

— Oui, ce phénomène s'est manifesté aussi en Grèce. Pour nous, ça ne constitue pas un problème. Actuellement, notre pays est principalement patriarcal, phalocrate et traditionaliste. L'apparition, donc, de groupes organisés, en opposition avec le système, me paraît plus que positive.

— Comment se manifestent, aujourd'hui, l'antagonisme et la lutte de classes, en Grèce ?

— Pour la bourgeoisie grecque, il n'y a qu'une alternative politique. Son pouvoir est exercé, soit par des professionnels de la politique (parlementaires), comme Trikoupi, Karamanlis, Venizelos, soit par des colonels comme Metaxas, Papadopoulos... Elle préfère, de toute façon, user du système parlementaire, qui lui permet de conserver le masque de la démocratie ; mais quand ceci se révèle impossible, à cause de l'incontrôlable opposition sociale et politique, alors, elle a recours à un régime ouvertement tyrannique pour « sauver la patrie du péril com-

muniste ». En 1967, pour ne pas perdre le contrôle de la situation, elle a supprimé le régime parlementaire pour instaurer la dictature du colonel Papadopoulos ; également, après la révolte paysanne de Mégara et du polytechnique, en 1973, la bourgeoisie a rappelé de Paris C. Karamanlis, pour instaurer de nouveau le régime parlementaire. Après que fut étouffé dans le sang le soulèvement populaire de 1949, au niveau parlementaire se créa une seule alternative entre l'Union du Centre et l'ERE (droite libérale). Les communistes d'alors jouèrent, comme aujourd'hui, un rôle secondaire. Dans l'après-Colonels, la bourgeoisie a voulu favoriser l'alternative entre l'Union du Centre et l'ERE (qui aujourd'hui s'appelle « Nouvelle Démocratie »). Aux élections de 1974, la ND a obtenu 210 députés sur 300, l'UC 6, le PASOK 14, les divers partis communistes 9. Andreas Papandreu s'est montré très habile avec sa violente opposition au parti du gouvernement et avec son programme populaire « autogestionnaire » ; il a provoqué, de fait, une nouvelle bi-polarisation entre la ND et son parti, le PASOK. Aux élections de 1977, l'UC a disparu et le PASOK est devenu le second parti dans le Parlement grec, la ND obtenant 170 députés, le PASOK 93, les divers partis communistes 13. C'est ainsi qu'aujourd'hui, il n'y a, entre les autoritaires de chaque espèce présentés aux travailleurs, qu'une seule alternative entre le méchant parti et le bon parti qui exerce l'opposition, entre le gendarme qui torture et le gendarme qui subissent les conséquences de la répression, pour comprendre que même l'opposition parlementaire, comme tous les partis et polices, travaille pour le même système politique. Comme partout, et de gauche, comme un régime bourgeois, libéral et tyrannique, et communiste, étatique marxiste. Toute l'existence politique des prolétaires se limite souvent à un bulletin à mettre périodiquement dans les urnes, pour choisir qui décidera pour eux, qui les gouvernera, réprimera et exploitera. Evidemment, à travers ceci, je ne veux pas dire qu'en Grèce il n'y a pas de lutte de classes ; celle-ci existe et est particulièrement violente dans le monde paysan (Tessalye, Macédoine occidentale), dans le secteur de l'électronique (AGE, Pitsos, Radio Athènes) et dans le secteur minier (Larco, Skalistiri, Neos Kokkinos). Mais ces petits mouvements locaux ne vont jamais plus loin, pour deux raisons : à cause de l'idéologie qui influence ces travailleurs et qui est souvent une idéologie légaliste, qui fait croire que leurs intérêts seront mieux défendus par les partis de l'opposition (Kappos Kaklamanis et compagnie...). C'est ainsi que, souvent, les courants d'action directe sont freinés ; à cause des manœuvres du PC et du PASOK qui ont soumis les intérêts immédiats des travailleurs à leur stratégie électorale, pour la prise du pouvoir par la voie parlementaire.

A l'occasion des grèves citées plus haut, ces partis, préoccupés à prêcher le vote, ont cherché surtout à donner une image « sérieuse et responsable ». C'est comme cela que les grèves spontanées des travailleurs, après 1974, furent soutenues par les partis de gauche, uniquement par le biais de simples communiqués de presse ou avec des interventions au Parlement.

— Quelles sont donc les perspectives pour le développement d'un mouvement anarcho-sindicaliste, en Grèce ?

— Les travailleurs grecs pratiquent souvent l'action directe et se révoltent contre les patrons et les autorités ; mais ces initiatives sont étouffées par leur propre légalisme. Les anarchistes et les anarcho-sindicalistes, avec la propagande, doivent persuader ces travailleurs que les lois bourgeoises ou marxistes vont contre leurs intérêts, par définition ; donc il faut le répéter ; que l'alternative n'est pas entre régimes autoritaires, libéraux ou marxistes, mais entre autogestion généralisée d'une part, et le capitalisme privé ou d'Etat de l'autre.

Des révoltes paysannes et ouvrières (celles-ci en plus petit nombre), il y en a eu après 1974, et il y en aura encore d'autres. Nous, avec peu de moyens, nous nous sommes, jusqu'ici, assez bien battus, et la cause anarchiste et anarcho-sindicaliste est en train de gagner de plus en plus de terrain.

Avec l'aide matérielle, financière et morale des camarades des autres pays, nous pourrions faire beaucoup d'autres choses. La situation sociale, économique et politique en Grèce est favorable à l'expansion de l'idéal anarchiste et anarcho-sindicaliste. Nous ne sommes pas suffisamment nombreux pour faire entendre notre voix à tous les travailleurs du pays. La chose est simple, nous avons besoin de l'aide des autres compagnons des autres pays.

Propos recueillis par Giorgios de la revue *Autogestione* de Milan revue trimestrielle pour l'action anarcho-sindicaliste

NOTES DE LECTURE

QUELQUES BOUQUINS DE SCIENCE-FICTION

Dans l'océan de la science-fiction décevante qui envahit les rayons des librairies, un petit chef-d'œuvre vient de passer pratiquement inaperçu des non-fanatiques de ce genre. Je veux parler de la « Fausse Aurore » de Chester Quin Yarbo.

Dans un monde mourant de radiations, de violence, de pollution, deux individus (un homme et une femme) traversent une région de l'Amérique-au milieu des mutants, des pestiférés et des animaux dénutrés. Rien de bien original au premier abord, mais très vite, le bouquin bascule dans une interrogation sur NOTRE société, où rien de ce qui nous préoccupe n'est oublié (religion, guerres, violence, amour). L'auteur porte un regard désespéré sur cette poignée d'humains luttant pour leur survie immédiate avec les armes les plus disparates. Le bouquin est, à mon avis, l'un des constats les plus lucides sur notre devenir et est à rapprocher du « Meilleur des Mondes » de Huxley ou de l'inoubliable « 1984 ».

Sur un registre mineur, mais avec une fougue et un esprit d'une lucidité glacée, Thomas Disch et son « 334 » (Présence du Futur), aussi célèbre que peu

lu. Dans un immeuble, au n° 334 et dans un avenir proche, cinq nouvelles nous font découvrir une famille aux prises avec son entourage. D'un déterminisme farouche, Disch nous entraîne dans un monde où l'entourage conditionne, entraîne et détruit des héros qui ont bien piètre figure. Disch, qui se réclame de l'anarchie (voir interview dans « univers »), me semble plus près du nihilisme, mais sait nous emmener là où il veut ; suprême habileté pour un écrivain !

La science-fiction, genre qui se spécialise dans les catastrophes en tout genre, peut parfois réserver des surprises. « Le Fils de l'Homme » de Silenberg est, à ce point, un exemple. Cette quête mystique débouchant sur un constat de NEANT, ce rite d'initiation à la nature est une page de poésie pure ; à noter aussi que cet auteur est l'un des meilleurs et que presque tout ce qu'il a écrit (« Tris », « le livre des crânes », « les monades urbaines »), à des degrés divers, présente un intérêt pour qui pense que la littérature d'évasion n'est pas obligatoirement une littérature de démission.

J.C. BARRETTE (groupe L'Entraide)

FRANCHE-COMTÉ

Fête dans le Jura

Les 7 et 8 septembre, au domaine de Chalan (Jura), dans un site splendide, plus de 200 artistes organisés en Association des Saltimbanques Réunis, nous ont fait vivre deux journées et deux nuits inoubliables : La Falaise des Fous.

Arrivés par une route qui serpente entre les sapins et qui domine le lac de Chalan, la vue d'un accident de voitures simulé, cadavres ensanglantés pendant de la voiture, nous fit ralentir : l'accueil est assuré par des clowns qui nous font patienter avec quelques cubes de Comté et un verre de vin aigre. Un peu plus loin, contrôle d'alcootest par d'autres clowns, qui en profitent pour prendre de vos nouvelles ; le ton est donné. Les 36 heures qui vont suivre seront aussi surprenantes, aussi pleines, aussi inoubliables : des orgues de barbarie, des chanteuses de rue, des clowns, des jongleurs, des conteurs, des mimes (d'une verve incroyable !), un funambule ; Mouna était lui aussi de la fête. Tout ce petit monde extraordinaire et coloré va sans cesse nous faire atteindre l'émerveillement. L'apogée du spectacle fut la nuit du samedi où, sous une musique folle et endiablée produite par tous les musiciens de la fête, un feu d'artifices enflamma la falaise de Chalan et se

propagea jusqu'au lac. Enfin, les adieux se firent après un concert de rock, autour de la projection en plein air des « Clowns » de Fellini : trompettes dans le pourpre d'un cirque désert.

Malgré le plaisir que nous donna cette fête, nous eûmes le sentiment de voir les derniers représentants d'une culture vraiment libre et populaire. Les derniers espaces réservés à tous ces errants ne sont-ils pas le Parvis de Beaubourg et les couloirs du métro ? Les « cultureux » officiels essaient bien sûr de les récupérer. Les saltimbanques nous l'ont dit, nous l'ont chanté, nous l'ont crié...

La classe dominante va-t-elle réussir à confisquer notre culture, celle des bistrotts, des usines, des champs, de la rue, en la folklorisant, en la « télévisant », en la créant et en l'enfermant dans des lieux de consommation très officiels ?

Il appartient au peuple et à tous les anarchistes de défendre notre culture, son aspect spontané et libertaire ; c'est une partie du combat révolutionnaire : ne laissons pas régir notre culture !

BERNARD

Pour contact : Saltimbanques Réunis, ASS 1901, 1, rue Ronde, 39210 Lons le Saunier.

cher, et tous, ensemble dans ce collectif monologue, un même et délicat attendrissement profond, où se parsèment rires, angoisse, enthousiasme et révolte : l'émotion sous toutes ses formes. Il faut redire également que le support musical de J.M. Senia est à présent interprété par Popaul (vous savez, Castanier...). Tout dire, quoi ! Popaul, à cette occasion, a un rôle qui n'est pas de composition. Il faut aller les voir, les écouter, les vivre.

Extrait de l'entretien promis avec Rufus :

ML — Tu l'as « couvé » longtemps, cet enfant trouvé à emporter ?

RUFUS — Des années, oui, deux pour le moins à l'écrite, par intermittence. Mais, à propos d'« enfance mal refoulée » — bien trop souvent, hélas —, j'ai, suite à un passage sur Antenne 2, délicat du reste, entre les commentaires sur les événements de Pologne et ceux de Turquie... 5 minutes te sont accordées, pour avoir l'air de vendre quoi ! j'ai donc reçu justement une lettre d'analyste charmé qui m'a envoyé son dernier livre ; lettre à en-rêter, avec horraires des rendez-vous, et tout ! L'angoisse... c'est tout de même à la fois symphonique et drôle, non ?

ML — Tu as autre chose en préparation ?

RUFUS — Oui, peut-être, j'ai pas trop bien... Ce qui me passionne, en tout cas, moi, c'est ce spectacle. Une passion, vraiment. Chaque soir une remise en question, une recherche de l'expression la plus adéquate possible, la plus synthétique, la plus perceptible, et les réactions de la salle m'aident ; je me dis : ce geste, ce mot sont à gommer — ou à souligner ; c'est comme un dessinateur qui, de brouillon en brouillon, en arrive à parfaire son esquisse... Passionnant au possible ! Et puis, il faut dire qu'avec mon autre passion (le pilotage de planeur)... pourquoi vous vous marrez ? — il ne me reste plus trop de temps pour autre chose... Ah si ! Le spectacle doit s'enregistrer bientôt sur disque... (Son regard se fixe ailleurs). Vous avez vu ? Un Sheraton vient de pousser là-bas derrière, tandis que l'on discutait... — Et c'était vrai, en plus !

Chronique des plaisirs pas ordinaires

Ces deux dernières semaines, on vous parlait de Vian et de l'équipe à Meilland V... comme Vian. Nous avons omis de vous communiquer le bulletin de santé de leur spectacle-boutefeu : après avoir enthousiasmé les copains du ML, ils semblent, par contre, avoir sérieusement fâché la Réaction pisse-froid (pour ne pas dire -copie). Marcabru, du Figaro (pôvre Beaumarchais!), ayant estimé qu'il n'y avait qu'un Boris Vian (comme il n'y a que le Prévert pour enfants, sans doute ?), le sien, c'est-à-dire le culturel, tente d'un coup de plume méprisante, pauvre coq, d'avorter l'entreprise. Nous n'aurons, nous, pas honte de crier « laissez-les vivre ! » et de soutenir la création de Meilland, rappelant au passage que Vian mort ne saurait appartenir exclusivement à quiconque en particulier, et surtout pas à une Académie.

Naïves insurrections : Vian-libertaire

dérange, et c'est la norme. Soutenez-les donc à leur passage (voir liste des lieux et dates de leur tournée en fin d'article).

Extrait de l'entretien promis avec Alain Meilland :

ML — M'enfin, Meilland, tu ne peux ignorer les critiques à l'encontre de V... comme Vian !

AM — Elles me rassurent quand même ; si les copains aiment et que le Fig crache, j'ai moins de chance de m'être trompé. Reste à vendre autant de ML que de Figaro ! (Rires).

ML — Quelle est donc cette équipe dont on a pu apprécier l'absence de vedettariat ?

AM — Il s'est produit une chose intéressante à Lyon. Le Théâtre du Tourmemire a obtenu les fonds nécessaires à la création d'une école de l'acteur dont

je suis l'animateur et dont les stagiaires étaient rémunérés ! Le V... comme Vian est l'aboutissement de ces deux années de travail en commun. Les gens qui composent l'équipe sont donc ceux qui ont « accroché ».

ML — Comment se déroule le spectacle pour vous ?

AM — Nous sommes très sensibles à l'ambiance des salles ; nous avons réellement besoin de « contacts » pendant le spectacle, de voir des visages heureux ou complices. Ce n'est jamais la même chose, bien sûr, mais c'est très important.

ML — Des projets ?

AM — Déjà, une tournée pour ce spectacle, après la Gâté (26 rue de la Gâté, Paris 14^e), jusqu'au 4 octobre à 22 h, et puis une création, normalement, l'an prochain, mais on en reparlera alors.

A suivre donc, et déjà avec V... comme Vian, au cours du mois d'octobre : à la MC de Bourges (7,8,9), à Clermont (Le 10), à Lyon au Théâtre de l'Ouest lyonnais (16, 17 et 18), au Centre culturel M. Gorki à Rouen (le 21), à Montélimar (le 23), à la MJC de Château-

roux (le 28), au Centre culturel de Vierzou (le 29) et à Reims (le 30) ; pour novembre : à Annemasse (le 6), Bordeaux (le 13) et Brest (le 18). A la Comédie de St Etienne, du 2 au 6 décembre.

A la Gâté, toujours : tous les soirs à 20 h 15 (sauf les lundis), à 22 h dès le 4 octobre (sauf dimanches et lundis) ; RUFUS, dans « Enfant trouvé à emporter », est un rêve, partagé, que l'acteur insuffle dans la salle ; « miroir personnalisé », écrivait-on (ML n° 357), parce que Rufus sur la scène, c'est chacun de nous au plus secret de son intimité, aux limites de sa conscience : cet adulte qui, à la fin du spectacle prévient qu'il va se réveiller (et se recouche entre deux rappels) incarne l'enfant mal (?) refoulé chez tous, les phantasmes du pouvoir, de la cruauté qui le font parfois rougir... miroirs au pluriel, diversité à l'infinie réflexion ; complexe, quoi !

Rien ne sert de s'étendre en mauvais analyste : (ah ! les pièges du langage : encore un pléonisme !), chacun ressentira de toute façon ce qui doit le tou-

A la Cour des Miracles (23, ave du Maine, Paris 15^e).

Jusqu'au 27 septembre, à 22 h 40. Reprise exceptionnelle des Street Boys, le jazz façon Nouvelle-Orléans.

Du 1^{er} au 25 octobre, un fameux guitariste inqualifiable, déjà notoire : Dan Ar Bras, dont on ne restera pas sans en reparler ici-même.

G.C.

Quelques livres en vente à Publico

Des femmes russes	36 F
Nelly Roussel, l'éternelle sacrifiée	21 F
Madeleine Pelletier, l'éducation des filles	24 F
La libre maternité, de R. H. Guerrand	16 F
A bas toutes les armées, de Cabu	30 F

Les aventures épatantes et véridiques de

Benoît Broutchoux

par Phil et Callens



Mais Fernande Richir avait trouvé l'histoire plutôt bath, estimant qu'il valait mieux que le corbeau «oublie son vœu de chasteté avec des femmes plutôt qu'avec les enfants confiés à son éducation...». Il est vrai que se faire dépuceler par un ratichon, ça ne doit pas être très joyeux... Monatte, qui était moins rigolard que Broutchoux,

estima que ces anecdotes n'avaient rien à foutre avec le syndicalisme ouvrier, et, durant le temps qu'il turbinait à «l'Action», il se refusa à les passer, témoin ce qu'il nous bonnit là :

«Peu de temps après mon arrivée, je fus appelé dans un estaminet. Là, deux ou trois messieurs voulaient me mettre au courant d'une histoire survenue à Basly. Un de ses amis l'avait trouvé en compagnie risquée avec

son épouse et l'avait flanqué à la porte. L'histoire était piquante, évidemment. Mais avait-elle sa place dans «l'Action Syndicale» ?

- Si Benoît était là, il la mettrait dans le journal, me dit-on.

- Possible. Mais je ne vois pas très bien le rapport qu'elle a avec le syndicalisme. Quand Benoît sera revenu, il fera comme il l'entendra.

à suivre

Bande dessinée tirée de

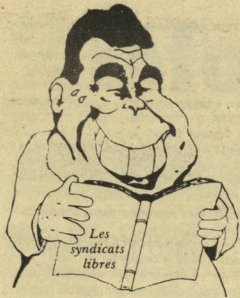
Les aventures épatantes et véridiques de Benoît Broutchoux par Phil et Callens Ed. Le dernier Terrain Vague

Vient de paraître

Oeuvres littéraires de Louise Michel :

- Les crimes de l'époque 24 F
- Le claque-dents 50 F

En vente à Publico



Dossier Pologne (2^e partie)

La classe ouvrière polonaise (1956-1980)

AVANT d'aborder l'organisation des travailleurs en lutte, il faut parler de la brève expérience des conseils ouvriers. En 1956, à Poznan, les émeutiers n'ont pas de comité de grève : la révolte s'est déroulée avec le minimum d'auto-organisation. Cette année-là, le mécontentement ouvrier est profond : il éclate avec violence à Poznan, mais il amène aussi la création spontanée, en septembre et octobre 1956, de conseils ouvriers dans plusieurs grosses entreprises du pays. Ces conseils fonctionnent comme tous les conseils : assemblée générale souveraine, délégués mandatés, contrôlés et révocables, activité du conseil non limitée dans l'usine. Ils ont pour but l'autogestion ouvrière. Mais de nombreux points de leur programme, comme leur supposition face au parti et à l'État, sont inconnus, car le mouvement est récupéré et étouffé très tôt, avant qu'ils ne puissent les préciser. En effet, Gomulka va utiliser les conseils naissants pour accéder au pouvoir, puis il va les généraliser autoritairement à toute la Pologne par une loi restreignant considérablement leur pouvoir dans l'entreprise. Le mouvement spontané est mort ; dès 1957, les Conseils ouvriers, devenus les Conférences pour l'Autogestion ouvrière (KSR), sont une structure bureaucratique de plus sur le dos des travailleurs. En 1970 et 1980, Gierek tentera de récupérer les organismes de lutte des ouvriers en grève, en remettant en avant le rôle de ces KSR. Sans succès.

Les travailleurs polonais, dans leur lutte contre la classe dirigeante bureaucratique, se sont spontanément organisés, dès que le besoin s'en est fait sentir. Ils ne l'ont fait ni à Poznan en 1956, ni en 1976 : la lutte a été trop courte, une journée, avant l'écrasement ou la victoire, pour que ces formes d'organisation apparaissent clairement. Mais en 1970-71, sur la côte baltique, et en 1980 dans tout le pays, les comités de grève ont fleuri dans de nombreuses entreprises en lutte.

Le comité de grève a comme premier but la négociation avec les autorités. Il est élu et mandaté par l'assemblée des grévistes. Le mode de nomination des délégués se fait de deux manières : soit une assemblée générale de toute l'entreprise l'élit, soit chaque département ou chaque atelier élit un ou plusieurs représentants au comité. Ses membres sont révocables et ils doivent rendre compte de leur mandat à ceux qui les ont élus. En janvier 1971, à Szczecin, les membres du Comité font la navette entre la salle de réunion et les départements qui les ont élus, pour que chaque décision soit connue des ouvriers et ratifiée par eux. Le Comité de grève ne parle au nom des ouvriers que sur des points sur lesquels il a été mandaté. Au mois d'août dernier, la commission gouvernementale envoyée à Gdansk pour négocier, commence par essayer de diviser : on amène les représentants d'une

entreprise en grève à la préfecture, on leur fait des propositions qu'ils acceptent (c'est dur de refuser à un vice-premier ministre) et quand on leur demande la date de la reprise du travail, ils répondent que les grévistes doivent examiner ces propositions et que ce sont eux qui décideront. Les délégués ont conscience qu'ils n'ont aucun autre pouvoir que celui d'être des intermédiaires entre les ouvriers et les autorités. Lorsque le comité de grève de Szczecin négocie, le 24 janvier 1971 avec Gierek, celui-ci veut une réponse immédiate à ses propositions. De nombreux délégués refusent et vont consulter les travailleurs de leur département. Il y a des réponses aussi édifiantes que « ce n'est pas démocratique, ça me plaît, mais je ne peux pas prendre position » ou « je ne représente pas l'ensemble du département, nous sommes dix et ces dix ne peuvent pas décider à la place de quatre cents ». Quant aux délégués qui estiment qu'ils ont le droit de répondre sans consultation, car leurs mandataires leur ont fait confiance, ils ne pensent pas les trahir pour autant : l'un d'eux le fait, car le débat étant retransmis dans tout le chantier par haut-parleurs, ses camarades entendent tout et viendront protester s'ils ne sont pas d'accord. Cet esprit de vraie démocratie directe contraste avec le mode de fonctionnement des organismes officiels où les élections sont de simples mises en scène et où tout circule hiérarchiquement du haut vers le bas.

Les comités sont élus pour négocier. Comme l'union fait la force, dans ce cas, et que les travailleurs en sont conscients, les comités de grève d'une ville ou d'une région s'unissent souvent lorsqu'ils en ont la possibilité. Cette « fédération » des Comités de grève montre le degré d'auto-organisation atteint par les ouvriers polonais. Il montre aussi l'impuissance du pouvoir à contrôler ou à diviser les ouvriers, ce qu'il fait très efficacement en temps normal. L'un des faits marquants de la crise de cet été en Pologne est la constitution de comités inter-entreprise de grève (MKS). Le premier à se constituer est le MKS de Gdansk à partir du comité de grève des chantiers navals Lénine où le mouvement est parti. Chaque nouvelle entreprise qui se met en grève dans la région se fait enregistrer auprès du MKS en lui envoyant deux délégués. Après dix jours de grève, il y a 800 délégués pour plus de 400 entreprises en grève. Le rôle du MKS est de négocier à partir des 21 revendications communes, chaque comité de grève s'occupant de ses revendications spécifiques avec sa direction. A Szczecin, le MKS local représente 140 usines, et à Elblag, 8 usines. Du fait du nombre important de délégués, le MKS de Gdansk a élu un praesidium d'une quinzaine de membres, mandaté pour les négociations. Un autre niveau d'organisation s'ébauche encore : le MKS de Szczecin consulte celui de

Gdansk pendant les négociations avec les autorités, en lui envoyant des délégations. C'est la préfiguration d'une liaison entre les MKS. L'organisation ouvrière couvre plusieurs villes et presque des régions. Le comité de Gdansk rassemble, en fait, les entreprises en grève de toute la zone industrielle proche, qui s'étend sur plusieurs villes à des dizaines de kilomètres à la ronde. Des délégués d'entreprises du centre et du sud viennent même contacter leurs camarades de Gdansk. A Szczecin, en 1970-71, le comité de grève des chantiers navals va très vite s'agrandir et représenter aussi les entreprises en grève de la ville et devenir ainsi un MKS avant la lettre. Cette année-là, tout un réseau de liaisons directes entre grévistes de Szczecin, Gdansk, Varsovie, Poznan, se met en place.

Mais ces comités de grève élargis ont un rôle d'organisation et de gestion de certains aspects de la vie quotidienne du territoire qui a échappé au pouvoir et dont il est incapable d'assumer la vie normale. On possède des informations assez précises sur deux cas : Szczecin 1970-71 et Gdansk 1980. Tout d'abord, il faut noter que la grève n'est pas générale car les ouvriers ne le veulent pas. A Szczecin, les tramways circulent avec la banderole « nous ne sommes pas des jaunes, le comité de grève des chantiers nous demande de fonctionner », car les employés du gaz, de l'électricité et du journal local travaillent aussi à sa demande, pour assurer la vie normale de la ville et pour permettre une meilleure diffusion de l'information. A Gdansk, cette année, le scénario est le même ; les services sanitaires qui parcourent la ville en transports en commun ont un écriteau sur lequel est inscrit : « nous sommes les services sanitaires, nous ne sommes pas des briseurs de grève ». Le commerce, l'alimentation, le gaz, l'électricité fonctionnent aussi normalement : le MKS s'oppose à ce qu'ils se mettent en grève pour que la ville ait une vie à peu près normale. Quand un délégué annonce qu'à Gdynia (ville située à une vingtaine de kilomètres dont les entreprises en grève sont au MKS), on manque de charbon à cause de la grève, le comité vote une exception de faveur. A Szczecin, en 1970, c'est le contraire ; l'exception est en faveur des bureaucrates locaux : leur quartier résidentiel est le seul à n'avoir ni gaz, ni électricité. Le MKS de Gdansk a formé deux commissions, l'une chargée de la circulation des informations parmi les grévistes, et l'autre chargée de l'approvisionnement de la population. Dans le chantier Lénine occupé, il y a des personnes chargées de réceptionner et de distribuer les vivres que la population amène à la demande du comité. A Szczecin, il y a aussi des commissions mandatées pour certains travaux. Le comité de grève a assuré l'approvisionnement de la ville en faisant, notamment, venir le pain de Zielona Gora, à 200 kilomètres. Les ouvriers

sont prêts à prendre la gestion de la société en main si le besoin s'en fait sentir, comme en Hongrie en 1956.

Les travailleurs en grève, à force d'y être soumis, savent aussi s'organiser contre la répression. La tactique préférée des autorités consiste à arrêter les délégations ouvrières qui viennent négocier et de licencier les meneurs quand la situation est redevenue normale. Face à cela, les grévistes ont conçu plusieurs réponses : ils attaquent les prisons, ils demandent des engagements écrits comme quoi personne ne sera réprimé, ils négocient en assemblée générale pour qu'il n'y ait pas de meneurs mis en avant, ils élisent des comités de grève clandestins. Cette année, les travailleurs ont montré qu'ils avaient compris la leçon : à Ursus, le comité de grève, devant les menaces de la direction, a rajouté à ses revendications l'engagement écrit que les grévistes ne seraient pas inquiétés. A Swidnik, les ouvriers de l'aéronautique ont forcé le syndicat officiel à les représenter dans les négociations aux côtés de leurs délégués pour les protéger. A Zyrardow, les ouvrières d'une usine textile ont élu un comité de grève clandestin. Les ouvriers savent aussi s'organiser contre les éventuelles provocations du pouvoir. Sur la côte baltique, en 70 comme en 80, les chantiers navals sont surveillés par des milices ouvrières, pour empêcher tout sabotage qui donnerait aux autorités un prétexte pour intervenir.

Lorsque la lutte est terminée, les comités de grève tentent généralement de se maintenir. En 1971, ils se sont transformés en commissions ouvrières, pour contrôler les élections libres au syndicat officiel, et ils ont disparu après ces élections. Inutile de préciser que les méthodes de récupération et d'intimidation du pouvoir sont suffisamment au point pour les avoir rendues inutiles : les syndicats n'en ont pas moins défendu les travailleurs. Cette année aussi, les comités de grève, dans leur grande majorité, cherchent à se maintenir après la lutte ; dans quelques cas, en s'intégrant, non sans résistance, aux syndicats officiels, mais le plus souvent en se posant comme embryons d'un futur syndicat libre, officiel ou non. Si la première vague de grève du 1^{er} juillet au 13 août amène essentiellement des revendications économiques, la deuxième, qui commence le 14 août à Gdansk, pose comme revendications un syndicat libre, le droit de grève, etc... Ce n'est pas un hasard. La grève commence avec le licenciement de plusieurs militants d'opposition, animateurs du noyau pour un syndicat libre local. Ils sont réintégré, mais la grève continue sur sa lancée en présentant 21 revendications économiques et surtout politiques, et en entraînant avec elle toute la région ; et le mouvement se répand peu à peu dans tout le pays. Les syndicalistes oppositionnels sont plébiscités et élus au praesidium du MKS :

ce sont eux qui sont chargés de négocier avec les autorités. Les revendications qui tiennent le plus les grévistes à cœur (syndicats libres, droit de grève, presse indépendante, abolition de la censure, etc.), représentent apparemment le vœu profond de la société polonaise si l'on en juge par le développement du mouvement : grève générale dans la région de Gdansk, à Szczecin, grèves de soutien à Elblag, Varsovie, Lodz, Poznan, Wroclaw, Koszalin : c'est, peu à peu, tout le pays qui est atteint. Les grévistes sont, de plus, catégoriques : ils veulent absolument des syndicats libres, et non pas une libéralisation de ceux existant.

Cette idée de syndicats libres a été lancée par l'opposition, après les événements de 1976. En 1977, *Robotnik* (l'Ouvrier), journal bi-mensuel consacré aux ouvriers et à leur problème, est créé. Il est diffusé dans toute la Pologne, parmi les ouvriers, avec un tirage de plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires. En 1978 apparaît le Comité pour la Création de Syndicats libres de Katowice, en Silésie. Un comité semblable apparaît quelques temps plus tard à Gdansk : les leaders du mouvement de cet été l'animent. Un autre sera créé, plus tard, à Radom. Jusqu'à ces derniers événements, ces comités n'étaient pas très influents, sauf à Gdansk, justement, où il faisait paraître un journal et où il organisait des manifestations de plusieurs milliers de personnes. Ceci explique cela. Et on comprend que le pouvoir ne s'est résolu que la mort dans l'âme à reconnaître le MKS et à négocier avec lui : ses interlocuteurs sont ceux qu'il essaye, depuis deux ans, de réduire au silence.

Les ouvriers en ont assez de faire grève et de se révolter contre un pouvoir qui les exploite tant qu'il peut, pour obtenir des promesses non tenues et des avantages très vite grignotés. S'ils veulent un syndicat libre, c'est pour avoir une autre arme contre le régime, pour imposer leur volonté, autrement qu'en se faisant massacrer dans la rue. S'ils veulent en finir avec le pouvoir absolu de l'Etat-Parti sur la société, ils ne veulent pas pour autant la révolution. Ils ne mettent pas en question la nature même du régime, ils veulent garder Gierek (lui ou un autre), le Parti et les alliances de la Pologne. En un mot, ils veulent seulement une cohabitation plus à leur avantage. Mais ils se montrent très subversifs, aussi, en réclamant des syndicats libres, le droit de grève, la liberté d'expression, l'abolition de la censure. S'ils arrivent à leurs fins, ils auront détruit le pouvoir absolu des bureaucrates et ils auront sapé plusieurs bases du régime. A ce moment, la société polonaise ne fonctionnera plus sur le modèle soviétique. Mais le Kremlin peut-il l'accepter ?

Secrétariat aux Relations internationales

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.